

BrB 5297

PETITE BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

# La Terreur Blanche EN ALLEMAGNE

---

---

— PAR —

PAUL FRÖLICH  
DÉPUTÉ AU REICHSTAG



— PARIS —

LIBRAIRIE de "L'HUMANITÉ"

142, rue Montmartre, 142

— 1922 —

**PRIX : 1 franc**  
.....

PETITE BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

# La Terreur Blanche EN ALLEMAGNE

---

— PAR —

PAUL FRÖLICH  
DÉPUTÉ AU REICHSTAG



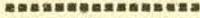
— PARIS —

LIBRAIRIE de "L'HUMANITÉ"

142, rue Montmartre, 142

— 1922 —

# AUX OUVRIERS FRANÇAIS



*Camarades et frères ! La brochure que voici expose la situation en Allemagne. Elle décrit les grands dangers que court le prolétariat allemand, la lourde tâche qu'il a à remplir. Il faut que vous connaissiez ces choses. La lutte décisive que poursuivent vos camarades allemands doit vous intéresser, elle a une signification universelle et n'est, en définitive, qu'un épisode de la lutte de classes internationale, à laquelle, vous aussi, participez de toutes vos forces.*

*Mais il faut nous entendre. En lisant ces pages, tous vos nationalistes, les Poincaré, les Loucheur, les Foch et même les social-patriotes vont s'écrier : « Nous l'avions bien dit qu'il existe en Allemagne une puissante armée illégale, aux mains des nationalistes, dont le but est de déclencher une guerre de revanche. Pour prévenir ce péril, nous devons ligoter l'Allemagne, la morceler, la mettre dans l'impossibilité de nuire ».*

*Ne vous laissez pas leurrer par des mots; examinez les faits. Sans doute, cette armée clandestine existe en Allemagne; elle menace dangereusement la classe ouvrière en cas de guerre civile. Mais elle est complètement inapte à une guerre extérieure, à une guerre contre la France par exemple. Elle dispose, en plus de fusils et de carabines, de mitrailleuses, de grenades à main et de quelques canons de campagne. Redoutable supériorité dans la guerre civile ! Mais que vaudrait cet armement en face d'une armée étrangère équipée à la moderne ? De quelle force stratégique disposerait cette armée, quels objectifs militaires pourrait-elle atteindre ? Ce serait comme si le club de chasseurs de casquettes dont faisait partie Tartarin, s'était attaqué à une division d'infanterie ! Il lui*

manquerait toutes ces armes spéciales qui ont décidé de la victoire dans la guerre mondiale : grosse artillerie, tanks, avions, sous-marins, grands croiseurs de bataille. Toute l'industrie de l'armement est détruite et l'Entente ne permettrait pas sa restauration, surtout après une victoire de la contre-révolution allemande. Et d'ailleurs on a assez de la guerre en Allemagne et il y existe un grand parti prolétarien qui se dresserait contre toute entreprise belliqueuse et la réduirait à néant : le Parti Communiste.

Non, la revanche de l'Allemagne n'est qu'un fantôme. Ce sont les nationalistes qui agitent ce spectre, dans le but de troubler les cerveaux et de préparer les esprits à une guerre. Mais cette guerre, c'est la guerre civile qui doit amener, à leur avis, la victoire en Allemagne de la contre-révolution. Il est facile d'en faire la preuve. Toutes ces clameurs qui s'élèvent contre la politique d'exécution du traité, tendent à créer en Allemagne une atmosphère belliqueuse. Les gros capitalistes sont d'accord avec les ultra-réactionnaires. Car, comme l'a déclaré au Reichstag un leader du parti réactionnaire, Hoetzsch, il s'agit pour eux surtout de faire retomber le fardeau écrasant des charges d'après-guerre sur les épaules de la classe ouvrière. Eux aussi, ils s'écrient : « Le Boche payera ! » Mais pour eux le boche, c'est l'ouvrier allemand !

Non, camarades français, si cette armée avait constitué un véritable danger pour la France, le Conseil suprême aurait exigé sa dissolution et son anéantissement. Mais Poincaré l'inventerait si elle n'existait pas. Elle est nécessaire à sa propre politique d'excitation chauvine et, d'autre part, il est satisfait qu'elle contienne le prolétariat révolutionnaire allemand. Quand il s'agit de marcher contre la Révolution, les réactionnaires de tous pays vont la main dans la main. Ainsi, à la conférence de Spa (1920), Lloyd George invita le gouvernement allemand à imiter l'exemple historique du gouvernement Thiers, qui écrasa la Commune. Il y a là de quoi tenter un Gal-

*liffet allemand. D'ailleurs, le gouvernement français entretient d'étroites relations avec la capitale de la contre-révolution allemande, la Bavière. Le parti monarchiste bavarois a même reçu de lui des subsides.*

*Mais la politique française de pression et d'intimidation sert à attiser en Allemagne les passions chauvines et à alimenter la propagande de la contre-révolution. C'est cette politique qui a provoqué chez nous l'organisation de cette armée blanche clandestine. La politique actuelle de la France constitue le meilleur point d'appui de la contre-révolution en Allemagne.*

*Nous, communistes allemands, nous attendons du prolétariat français qu'il se dresse contre la politique de sa bourgeoisie. Elle désire la victoire de la contre-révolution allemande, qui serait la victoire de la bourgeoisie internationale, mais une terrible catastrophe pour le prolétariat de tous les pays.*

*Nous n'avons pas à craindre une telle éventualité, car nous savons, nous communistes allemands, que le prolétariat de notre pays est plus puissant à lui seul que toutes les forces bourgeoises coalisées contre lui. Il repoussera énergiquement l'assaut de la réaction au cri de : « Vaincre ou mourir ! » Cependant, n'oublions pas que le suprême combat, la lutte décisive, revêtira un caractère international. Le nationalisme, voilà l'ennemi dont nous devons surveiller les moindres gestes, en France comme en Allemagne. Tendons-nous donc, camarades de France, une main fraternelle et entrons ensemble, d'un commun accord, dans la mêlée révolutionnaire.*

---

# LA TERREUR BLANCHE EN ALLEMAGNE

---

---

*Nous devons avoir le courage  
de préparer une St-Barthélemy  
et de renverser le régime actuel.*

(Ohm, journaliste, parlant à  
des nationalistes allemands  
à Allenstein. — Mai 1922).

Le 24 juin 1922, Rathenau était assassiné. Ce crime survenait dix mois après le meurtre d'Erzberger. Entre ces deux attentats, avait eu lieu l'agression contre Scheidemann. Ce ne sont pas là les actes individuels de quelques aliénés, mais bien l'exécution d'un plan d'ensemble, conçu par de véritables organisations. Depuis longtemps, Rathenau avait été désigné comme victime. En juillet 1921, le journal la *Volkswacht de la Forêt Noire* publiait ce chant caractéristique :

Héros magnanime, tu as abattu Gareis.  
Par ce geste, tu nous as enfin délivré  
D'un chien de socialiste.  
Quel rayon de soleil dans nos jours sombres !  
*Mais Walter Rathenau non plus  
Ne parviendra pas à un grand âge.  
La vengeance s'approche. Elle est là.  
Hurrah ! Hurrah ! Hurrah !*  
Soyons donc joyeux et contents,  
Brisons la tête de Wirth !  
Chantons et réjouissons-nous,  
Guillaume sera bientôt de retour.  
Lorsque l'empereur reviendra,  
Nous fracasserons le crâne de Wirth,  
Les fusils partiront — tac, tac, tac, —  
Sur la canaille rouge et la canaille noire.  
Frappez donc toujours sur le Wirth !  
Que son crâne en résonne.  
*Mais tirez sur Walter Rathenau,  
Ce juif damné et maudit.*

Le sort avait désigné Rathenau. Il paya de sa vie. Déjà, on cherche d'autres victimes. A qui le tour ?

Le meurtre est donc devenu un moyen de lutte politique en Allemagne; dès janvier 1919, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, ces apôtres intrépides de la cause prolétarienne en furent les premières victimes. Ils tombèrent lâchement assassinés par une bande de soudards. Puis ce furent Kurt Eisner, Léo Loguichés, inspirateur du mouvement spartakiste, puis Dorenbach, enfin l'assassinat en masse des matelots à Berlin. Eugène Léviné, le chef valeureux du prolétariat munichois, et Gustave Landauer furent massacrés. La liste des martyrs est encore longue : Hugo Haase, le capitaine Paasche, Sylt et Gareis. Qui peut donner les noms des centaines d'ouvriers tombés entre les mains de la réaction au cours des luttes révolutionnaires et qui payèrent de leur vie leur foi socialiste ? *L'histoire de ces trois dernières années n'est que l'histoire des crimes de la contre-révolution.*

Tous ces martyrs furent des chefs ou des champions de la lutte de classes. C'étaient des communistes ou des révolutionnaires à tendance communiste.

Mais Erzberger et Rathenau ? Ceux-ci n'ont pourtant rien de commun avec la classe ouvrière, ni avec la Révolution. Ce n'étaient que des politiciens bourgeois, ni parmi les meilleurs, ni parmi les pires. Mais il y avait une chose que la réaction n'a jamais pu pardonner à Erzberger. Lorsque, à la fin de 1918, Ludendorff arriva devant la catastrophe et qu'effrayé par les conséquences de la défaite, il se déroba devant ses responsabilités, Erzberger fut l'homme qui assumait la lourde tâche de sauver ce qu'il était possible de sauver des intérêts de la bourgeoisie allemande. Par l'armistice, n'a-t-il pas soustrait la classe militariste, la classe des fauteurs de la guerre, aux suites de leurs entreprises criminelles ? La cessation subite des hostilités, brisa les vagues révolutionnaires et sauva de la colère populaire les responsables

de la conflagration. Les Ludendorff, les Lettow-Vorbeck, les Helfferich et consorts se sont souvenus de cette heure tragique qui consacra leur faillite et leur honte. Ils n'ont jamais pardonné à Erzberger de leur avoir évité le juste châtement. C'est pourquoi ils menèrent contre cet homme une violente campagne devant aboutir à l'assassinat.

Et Rathenau ? C'était un grand capitaliste. Il faisait partie de cette oligarchie de 300 personnages dont on dit qu'ils tiennent en leurs mains le sort du monde. Rathenau jouissait de la confiance aveugle des socialistes de droite de même que des indépendants. Sa conception de la politique étrangère était inspirée par les intérêts du gros capital industriel. Par son accord de Wiesbaden avec la France de Loucheur, il avait assuré une part aux trusts allemands dans le partage des dépouilles de l'Allemagne mutilée. Il avait arraché aux requins internationaux quelques avantages pour les requins de son pays. Par contre, cette politique écrasa la classe ouvrière de 100 milliards d'impôts, provoqua un renchérissement inouï des denrées et permit au patronat de fouler aux pieds les droits économiques de la classe ouvrière. Rathenau trahissait encore ses convictions intimes, franchement réactionnaires dans ses derniers discours. Il s'agissait de la militarisation de la police de sûreté (*la Sipo*). Cette militarisation il la jugeait nécessaire pour tenir en respect la classe ouvrière. Toute son activité d'ailleurs s'inspirait des intérêts bourgeois. Seulement, il avait accepté le rôle difficile de négociateur avec les puissances victorieuses et d'arriver coûte que coûte à un accord qui arrêta la bourgeoisie allemande dans sa course à l'abîme. Le fait qu'il était juif était une raison de plus pour le désigner à la haine des nationalistes. C'est la haine nationaliste, la violence de ses propos démagogiques qui mit aux mains des meurtriers le revolver criminel.

En assassinant Erzberger et Rathenau, les réactionnaires ont frappé des hommes qui n'avaient pas

voulu s'associer à leur politique de violence. *Cette haine émane d'un esprit de classe exacerbé qui ne recule devant aucun crime.* Qu'advient-il de la classe ouvrière si la contre-révolution peut poursuivre, sous le masque, le cours de ses sanglants exploits ? *Si le prolétariat ne se dresse pas devant la contre-révolution et ne l'anéantit pas, son apathie lui coûtera des milliers de nouvelles victimes.*

Pour perpétuer son hégémonie et défendre ses privilèges, la clique nationaliste emploie tous les moyens. Voici qu'elle recourt à la provocation au meurtre et à l'assassinat. Par ces attentats terroristes la contre-révolution s'entretient et se renforce. Lorsque les représentants de la République démocratique-bourgeoise tombent sous les balles de la réaction, ils payent de leur vie les services qu'ils ont rendus eux-mêmes à la contre-révolution. Ils sont à leur tour les victimes des criminels qu'ils ont pris autrefois sous leur protection.

*Cette action terroriste* commença dès les premiers jours du gouvernement Ebert-Scheidemann, au moment où on maintient à la tête de l'armée les Hindenburg et autres responsables de la guerre au lieu de les déférer à un tribunal révolutionnaire. Cette politique contre-révolutionnaire reçut son baptême sanglant en cette journée du 6 décembre où Fritz Ebert, de sergent qu'il était, devint président du Reich et où des ouvriers désarmés, manifestant dans les rues, furent fusillés par la troupe. Cette œuvre de mort se poursuivit le soir de Noël 1918, lorsque les généraux du Kaiser reçurent mission de réprimer une insurrection des troupes : c'était leur donner le moyen de se refaire une virginité et de reconquérir un peu de puissance. Et comment se servirent-ils de ces possibilités ? En janvier 1919, Noske arma la bourgeoisie et la jeta contre la classe ouvrière. On proclamait ainsi la liberté du meurtre; les parlementaires ouvriers furent massacrés et leurs meurtriers glorifiés. Et comme la lutte était à son déclin, un hystérique exci-

tait encore en ces termes les instincts sanguinaires de la bourgeoisie dans le *Vorwärts* (organe central du Parti social-démocrate).

« Plusieurs centaines de morts d'un seul coup,  
Karl, Rosa, Radek et compagnie...  
Il n'en reste presque plus ! »

Après ces provocations, qui peut s'étonner que des officiers enivrés de sang aient laissé libre cours à leurs instincts et que Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg furent les victimes de cette folie criminelle ?

Puis ce fut *l'œuvre de Noske*, la contre-révolution impitoyable. Les casques à pointe se répandirent dans les rues des villes. « *Halte-là ou je tire !* ». Ce cri retentissait partout. On pourchassa les communistes. Les journaux bourgeois, écrits dans le poison et la haine, lançaient les pires calomnies et proféraient les plus noirs mensonges contre les révolutionnaires. Heine et Hänisch, ministres social-démocrates, jetaient l'anathème sur les ouvriers en lutte et glorifiaient, en phrases grandiloquentes, des crimes contre-révolutionnaires. Un ordre de Noske entraîna le *massacre de 32 matelots*. Noske s'est vanté d'avoir causé la mort de 16.000 prolétaires. On organisa hâtivement des *Einwohnerwehren* (gardes d'habitants), qui devaient donner naissance à l'*Orgesch*. Les officiers de Guillaume devinrent les maîtres de la rue et le général devint le dictateur dans l'Allemagne socialiste.

La réaction allait se servir des armes qu'on avait eu l'imprudence de lui confier. Elle tenta alors le *coup de main de Kapp (mars 1920)*. En ces circonstances, qui sauva la République, qui défendit le gouvernement Scheidemann ? La classe ouvrière ! Mais le gouvernement, utilisant ses ennemis mortels, les kappistes, les déchaina contre son sauveur, le prolétariat. Pourquoi ? Parce que le prolétariat de la Ruhr et de la Thuringe prétendait obtenir des garanties contre les bandes criminelles de la contre-

révolution. Ce fut alors une recrudescence de la Terreur blanche. Des batailles se livrèrent dans plusieurs villes et des centaines d'ouvriers tombèrent, mortellement frappés.

Le coup de main de Kapp inaugura l'ère des meurtres politiques. La réaction afficha publiquement ses méthodes de violence, surtout en Bavière. Le gouvernement de Kapp et de l'Orgesch en Bavière a ourdi une véritable conspiration contre la République, contre la Révolution, contre l'unité du Reich. Elle a relevé la tête d'une manière toujours plus insolente et aucune force démocratique ne fut assez puissante pour en venir à bout. L'esprit de l'Orgesch soufflait sur tout le pays et corrompait la politique intérieure. Les attentats et les massacres recommencèrent. Ce furent alors l'entreprise provocatrice de Hörsing dans l'Allemagne centrale, son agression criminelle contre le prolétariat et les *sanglantes journées de mars 1921*.

Trois années de meurtres! Meurtres tour à tour tolérés, provoqués, glorifiés et aussi quelquefois condamnés par les divers gouvernements.

Le meurtre pouvait se développer dans une atmosphère favorable. Non seulement le ton haineux des journaux lui créait un terrain propice, mais les diverses organisations de mouchards créées par le gouvernement, les autorités militaires, les différents partis, les ligues antibolchevistes et l'Orgesch augmentaient encore cette psychose sanguinaire. Les esprits aventureux, les âmes combattives, les agités trouvaient un aliment pour leurs aspirations morbides. En cette lutte impitoyable, tous les moyens furent employés : calomnies, dénonciations, falsifications de passeports, provocations, parjures et assassinats.

Après chaque attentat, on fêtait bruyamment le succès obtenu, on éloignait ainsi la lassitude et le découragement. Tamschick, le meurtrier de Ioguchès et de Dorenbach était officier. Nombreux sont les gradés parmi les auteurs d'attentats.

Que faisait la *justice* allemande ?

A-t-elle puni un seul crime contre-révolutionnaire? Celui qui ne fut qu'un instrument dans la main des coupables, lors de l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, coula d'heureuses journées en prison. Ses protecteurs le comblèrent de cadeaux. Il écrivit une sorte de confession dans laquelle il rapporte au jour le jour les événements écoulés et désigne clairement les auteurs de l'assassinat. Mais cette confession n'eut aucun résultat et les meurtriers réels s'en gaussent en liberté. Le meurtrier de Sylt et celui de Ioguchès n'ont pas encore trouvé un tribunal. Quant au comte Arco-Valley, assassin de Kurt Eisner, il reçut les félicitations du juge bavarois pour son « acte héroïque ». Pour lui les sévérités du code pénal dont la justice bourgeoise de Bavière se sert au mieux de ses intérêts de classe, n'étaient que lettre morte. Les étudiants de Mechterstadt ne trouvèrent des juges dignes d'eux qu'en leur troisième procès. Ils furent d'ailleurs complètement libérés et reçurent des distinctions académiques. Le junker Hirschfeld, auteur du premier attentat contre Erzberger, ne fut condamné qu'à quelques mois d'emprisonnement. Mais on le libéra bientôt de peur que le régime de la prison ne compromette sa précieuse santé ! Il n'avait pas encore purgé sa peine ! Killinger qui avait été complice dans l'homicide d'Erzberger fut acquitté. Pour 32 crimes, le lieutenant Marloh ne fut frappé que de quelques jours de forteresse. Son compagnon, le commandant Kessel, parjure et falsificateur de passeports, ne fut pas inquiété. Quant à Weismann, compromis dans de nombreux attentats, il assume aujourd'hui les fonctions honorifiques de « commissaire pour l'ordre public ».

Et les complices de Kapp, coupables de haute trahison, où sont-ils ? Au bagne sans doute ? Non, il n'y a pas de place pour eux, car le bagne est rempli par des centaines d'ouvriers qui combattirent pour la République ! Les complices de Kapp occupent des grades dans l'armée, des fonctions dans l'administration ou séjournent en Bavière. Qu'ont-ils à crain-

dre ? ils appartiennent à la noblesse et à l' « élite » de la nation. La justice du Reich ne s'occupe d'eux qu'avec une extrême mansuétude et les débats devant les tribunaux ont montré aux yeux du monde la bassesse et la veulerie des grands héros Ludendorff, Hergt et C<sup>ie</sup>. Tandis que Lévine était fusillé contre le mur de la prison de Stadelheim, Jagow se prélassait dans le délicieux séjour de Gollnew.

**Et c'est un ancien ouvrier et un socialiste, Ebert, président du Reich, qui signa les condamnations à mort contre des ouvriers révolutionnaires.**

**En constatant de telles infamies, peut-on s'étonner de cette éclosion de crimes politiques ? Ce sont des temps bénis pour les assassins. Le meurtre prospère !**

Mais quelle leçon les ouvriers allemands doivent-ils tirer de tout cela ? Lorsqu'ils en avaient la possibilité, ils n'ont pas épuré l'armée, la justice et l'administration de la canaille réactionnaire. Ils ont toléré, au contraire, qu'elle renforçât ses positions. Ils n'ont pas écouté les communistes qui, dès les premiers jours de la révolution, proclamaient la nécessité « d'un coup de balai ». Ils sont restés inertes et passifs lorsqu'il s'agissait de régler les comptes définitivement et d'imposer la volonté prolétarienne. Trompés par Noske et consorts, ils ont marché contre leurs frères et ont servi inconsciemment les intérêts de la contre-révolution.

A tous les ouvriers qui font ces justes réflexions, les communistes lancent cet appel : Il ne s'agit pas de se frapper la poitrine et de se lamenter ; ce qui est fait est fait, il faut croire en l'avenir. Ce que vous n'avez pas fait hier, vous le ferez demain avec plus d'énergie. Hier, vous étiez pusillanimes, demain vous serez forts. Suivez les événements, analysez la situa-

tion actuelle, et si vous interrogez l'avenir pour connaître votre sort, vous obtiendrez cette réponse : **Le prolétariat a besoin de vos forces. Vous devez lutter avec la devise " Mort à la Terreur blanche " !**

## Comment le Gouvernement lutte contre la Réaction

L'assassinat d'Erzberger fut la première manifestation d'un plan diabolique, celui de Rathenau marque une étape de sa réalisation. Au cours du mois de mai, les manifestations nationalistes se succèdent : fêtes de régiments, revues monarchistes avec la participation de la Reichswehr et de la Schupo, remises de drapeaux, commémorations funèbres, réunions de la Jungdo (ligues des jeunes Allemands). Le 7 mai, anniversaire de la naissance du Kronprinz, revêtit un caractère imposant et des personnalités éminentes assistèrent aux manifestations : Ludendorff, le Grand-Duc de Bade, le général Lequis, le colonel Kunzer, commissaire du Reich pour l'ordre public.

En juin, les manifestations se multiplient. Le 30 mai, parade des casques d'acier à Torgau et à Schweidnitz; célébration de la bataille du Skager-Rak, sous la présidence de l'amiral Scheer et de Wulle; on jette des bombes sur l'imprimerie du Parti communiste et sur la statue de la Révolution à Hambourg.

Le 2 à Elbing, démonstrations tapageuses en l'honneur d'Hindenburg.

Le 5 juin, fêtes de régiments à Munich, sous la présidence du général Möhl et du député au Reichstag, général Schoch, défilé devant Rupprecht de Bavière; attentat contre Scheidemann à Cassel.

Le 11 juin, journée des hussards à Potsdam; salves en l'honneur du roi, par les sociétés de tireurs berlinois avec la participation de la Reichswehr; pa-

rade des casques d'acier à Gruiten, agressions contre des jeunes gens, tentative de meurtre contre un adolescent; tapage nationaliste de l' « Union des anciens compagnons d'armes », à Zossen, sous le patronage de Mackensen, excès et voies de fait sur des jeunes gens par la gendarmerie.

Le 12 juin, malgré l'interdiction du gouvernement, manifestation tapageuse en l'honneur d'Hindenburg à Königsberg, agressions contre des ouvriers, morts et blessés.

Le 16 juin, nouvelles bombes à Hambourg.

Le 17 juin, fête nationale du Solstice, des ouvriers sont attaqués à l'improviste, environ 120 blessés; fête de Mackensen, les militaires et la police tombent sur les travailleurs, nombreux blessés.

Le 18 juin, journée des chasseurs à Potsdam.

Le 19 juin, fondation d'un groupe local de l' « Union des soldats patriotes ». Une section de grenadiers, en civil, mais armés, et une centaine de Sipo y assistaient.

Le 21 juin, fête nationale du Solstice à Clausthal-Zellerfeld, les étudiants armés chargent les ouvriers, plusieurs victimes.

Le 24 juin, grande parade à Potsdam; inauguration de la statue de Blücher, près de Caub; assassinat de Rathenau.

Le 28 juin, anniversaire de la signature de la paix, l'Allemagne devait être le théâtre d'un ensemble de grandes manifestations nationalistes.

Etait-il possible d'exagérer les dangers que courait la République démocratique quand le coup de main de Kapp était encore dans toutes les mémoires? Etait-il possible de sous-estimer ces dangers? Et pourtant, on les sous-estima et on ne prit aucune mesure sérieuse, en se laissant aller à la même légèreté et à la même imprévoyance que les gens de Noske, lors du coup de main de Kapp. L'organe gouvernemental, le *Vorwärts*, considérait nos cris d'alarme comme des « exagérations » et déclarait que la classe ouvrière n'avait pas à « trembler devant des phra-

ses ». Le chef de la police berlinoise nageait dans un optimisme béat et fit annoncer officiellement qu'il n'y avait « aucun motif d'inquiétude ». Le ministre Severing mettait la gendarmerie à la disposition des nationalistes et le ministre Braun honorait de sa présence des manifestations chauvines. Quant au pauvre Gessler, ministre de la Reichswehr, il était absolument submergé par la clique militariste.

Il fallut l'assassinat de Rathenau pour tirer le gouvernement de sa léthargie. Au Reichstag, le chancelier Wirth prononça un discours dans lequel il déclara la guerre ouverte à la Droite et appela au secours de la République la classe ouvrière de tous les partis. Il parut résolu à une action énergique lorsqu'il s'écria :

« Tous les véritables républicains d'Allemagne puiseront dans l'horreur de ce crime des forces nouvelles pour demander des comptes à ceux qui veulent conduire notre peuple à la ruine. Pendant les jours de chaos et de désordre de la Révolution, la classe ouvrière n'a pas porté la main contre un seul des représentants des conceptions bourgeoises. Mais depuis, un poison a été répandu à prix d'or parmi la population. De Königsberg à Constance, des agitateurs troublent le pays dans son travail, travestissent nos services envers la patrie en crimes contre le peuple et vocifèrent contre le gouvernement après avoir hurlé contre les tribunaux du Reich.

... « Où est l'ennemi qui verse du poison sur les blessures de notre peuple ? Où est l'ennemi ? Il n'y a pas d'équivoque possible, l'ennemi est A DROITE ! »

Et Wirth se retourna menaçant contre les nationalistes et les apostropha :

J'ai assisté ce matin à la manifestation des masses à Lustgarten. Il y avait de l'ordre, de la discipline et du calme. Mais ne vous fiez pas à cette apparence de calme, il est comparable à celui d'un volcan au repos ; il précède l'éruption qui vous donnera une sévère leçon si elle se produit.

Je le répète, dans une lutte aussi formidable et aussi décisive, notre devoir est d'être avec les masses laborieuses.

Dans la bouche d'un chancelier allemand, ces paroles peuvent sembler d'autant plus dignes d'éloges qu'aucun ministre social-démocrate n'aurait eu l'audace de les prononcer. Cependant nous pouvons nous demander : Quelle portée ont-elles dans la bouche de M. Wirth. Nous nous rappelons nettement les discours analogues qu'il prononça au Reichstag après l'assassinat d'Erzberger. Alors, comme aujourd'hui, d'une voix menaçante, il s'écriait :

On nous a dit qu'il fallait choisir entre deux voies différentes : la bourgeoisie ou le prolétariat ! Ce n'est pas la vraie manière de poser la question. Mais si les événements devaient la poser ainsi en réalité, je ne pourrais laisser planer aucune équivoque à ce sujet, je marcherais aux côtés du prolétariat.

Au sujet d'autres déclarations du chancelier « le Berliner Tageblatt » écrivait ce qui suit :

Le Chancelier du Reich a proféré des accusations énergiques contre le gros capital qui a rendu les paiements des milliards en or très difficiles. Ce n'est pas le patriotisme, mais l'égoïsme et le désir de lucre qui lui ont dicté sa conduite. Il a différé le plus possible la livraison des devises étrangères, dans l'espérance de voir le dollar poursuivre sa marche ascensionnelle.

Quel fut l'écho de ces propos intrépides ? *Furent-ils suivis de décisions* ? Cet homme qui menaçait la politique de meurtre de se ranger, en cas de guerre civile, du côté du prolétariat, cet homme qui se détournait avec mépris de l'adoration du veau d'or, cet homme qui en appelait au peuple pour sauver la République, qu'a-t-il entrepris pour appliquer ses résolutions ? Il n'a su que s'aplatir devant le parti de Stinnes pour le supplier de participer au gouvernement de coalition, il a jeté sur les épaules des travailleurs des milliards d'impôts nouveaux, et il tente actuellement d'arracher aux ouvriers la journée de huit heures et le droit de grève.

En face de telles contradictions, peut-on prendre au sérieux les grandes phrases du chancelier, peut-on

croire à son énergie en face de la contre-révolution et à sa bienveillance pour la classe ouvrière ?

Le gouvernement prépara quelques ordonnances contre les monarchistes. Citons par exemple les dispositions suivantes :

Les assemblées, cortèges et manifestations publiques peuvent être interdites, si l'on peut prouver qu'elles sont des prétextes pour préconiser le renversement du régime républicain et des voies de fait contre les membres des gouvernements républicains actuels ou antérieurs du Reich et des Etats, ou si elles attaquent les principes républicains d'une manière dangereuse pour la paix intérieure.

Toutes les sociétés et associations qui tendent à ces buts peuvent être interdites et dissoutes.

Celui qui organise des assemblées et manifestations du genre de celles qui sont interdites au § 1, ou qui y prend la parole en qualité d'orateur, est passible d'une condamnation de 3 mois à 5 ans de prison et d'une amende pouvant s'élever à 500.000 marks.

Est passible d'une condamnation de 3 à 5 ans de réclusion et d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 500.000 marks, à moins que le délit n'exige une peine plus sévère :

.. . . . .

Celui qui calomnie ou injurie publiquement un membre des gouvernements républicains actuels et antérieurs du Reich et des Etats;

Celui qui outrage publiquement la République et les drapeaux du Reich et des Etats fédérés.

.. . . . .

A côté du tribunal du Reich est instituée une cour de Justice pour la protection de la République.

Sept membres siègent dans cette Cour. Trois sont nommés par le président du Tribunal du Reich et les quatre autres par le président de la République.

Si la saisie d'une revue périodique a été prononcée ou sanctionnée par le tribunal compétent, la parution de cette revue est interdite pour une durée de quatre mois. Les dispositions des § 2 et 3 règlent la procédure dans ces cas.

Telle est la loi sous le coup de laquelle doivent tomber les monarchistes. Les monarchistes ? Ils ne sont désignés clairement nulle part et il n'est pas dit que la loi doive frapper les bandes monarchistes et leurs organisations d'assassins. *Son texte est ambigu et la loi peut se retourner aussi bien contre les organisations et la presse ouvrières et surtout contre les communistes.*

Pouvons-nous nous contenter des assurances qu'a données à cet égard le ministre de la Justice Radbruch, et des déclarations qu'il a faites au Reichstag ? Nous nous souvenons de l'assassinat d'Erzberger. Le lendemain, des ordonnances furent prises contre les monarchistes, à peu près dans la même forme. A cette occasion aussi, les ministres déclarèrent publiquement que les dispositions législatives extraordinaires ne visaient que les bandes de meurtriers monarchistes et l'agitation nationaliste. Mais qu'est-il arrivé réellement ?

Les pouvoirs extraordinaires ne furent employés par les autorités que contre la classe ouvrière. Dès la publication du décret, des journaux communistes furent suspendus, des démonstrations et des assemblées en faveur de la Russie affamée furent interdites. Suivant leurs antiques traditions, les hommes qui détiennent entre leurs mains la police, au lieu de poursuivre les meurtriers, s'acharnèrent contre les défenseurs des victimes et mitraillèrent la classe ouvrière.

Mais il n'y avait pas que les grands seigneurs et les nationalistes allemands qui adoptèrent cette tactique. Le social-démocrate Lubbring, en qualité de président de police à Königsberg, suspend la « Rote Fahne des Ostens » (Le Drapeau rouge de l'Est). Hörsing lui-même, président de Magdebourg, interdit de porter des insignes communistes lors des démonstrations contre la réaction. Toute une série de suspensions de journaux communistes fut prononcée par des social-démocrates : celle du « Communiste », par Ehrler, à Francfort, de la « Liberté », par Grüt-

zner, à Dusseldorf, et à Berlin celle de la « Rote Fahne » (Drapeau Rouge) et de la « Kommunistische Arbeiterzeitung » (Journal ouvrier-communiste).

Que reprochait-on à ces journaux communistes ? Ils n'avaient pourtant pas fait de propagande homicide. Ils n'avaient fait que dénoncer l'ennemi à la classe ouvrière et ils avaient montré comment il fallait le combattre.

Et c'est contre eux que sévirent le gouvernement et la bureaucratie, avec l'appui des bourgeois, des nationalistes aux social-démocrates.

Et cela s'appelle : *lutte contre la Droite !*

Et tandis que se constituait un bloc, dressé contre la gauche, tandis que les partis socialistes s'affaiblissaient par cette politique de non-résistance, on assistait au renforcement progressif de la contre-révolution. L'assassinat de Rathenau, voilà le résultat du premier décret et de son interprétation par les magistrats. Les bandes de criminels n'ont pas été inquiétées; assurées de l'impunité, elles ont poursuivi avec plus d'énergie la lutte contre le gouvernement qui, lui aussi, opprimait la Gauche.

Sommes-nous donc pas, nous communistes, en droit, après de telles expériences, de jeter ce cri : Toutes les promesses verbales des ministres n'ont aucune valeur ! Nous exigeons des garanties solides et non pas de grandes phrases !

Les ouvriers ne veulent pas refaire les expériences du passé; ils ne veulent plus permettre que la « lutte contre la Droite » dégénère en oppression contre la Gauche. Le jour même de l'assassinat de Rathenau, des numéros de la *Rote Fahne* étaient confisqués dans une assemblée communiste. Le lendemain, une fête solsticiale, organisée par l'Union prolétarienne des « Amis de la nature », était interdite. Le troisième coup est déjà venu ! Au cours des démonstrations des masses en faveur de la démocratie allemande, des ouvriers furent massacrés !

Le 24 juin, Rathenau était assassiné; le 25 on proclamait la guerre contre la droite. Mais le 26 juin,

au cours d'une démonstration des trois partis ouvriers et des syndicats à Hambourg, contre les meurtriers, les Sipo, sous la direction du commandant social-démocrate Henze provoquèrent la classe ouvrière. Ils s'étaient préparés à l'avance et portaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « Circulez ou nous tirons ! » Les ouvriers exigèrent que ces pancartes fussent retirées, mais les fusils partirent. *Il y eut un tué et six blessés.* C'est ainsi que la lutte contre la droite commença ! Elle avait été inaugurée par un bain de sang prolétarien !

Mais le texte de l'ordonnance renferme un danger bien plus grand. La répression des menées réactionnaires n'est pas confiée aux autorités du Reich, elle est de la compétence des magistrats des Etats. Ceux-ci sont libres de recourir aux mesures extraordinaires prescrites comme de s'en abstenir, s'ils le jugent nécessaire. Cela nous montre de quelle façon le gouvernement entend poursuivre la lutte contre la droite. C'est une véritable reculade devant la Bavière monarchiste et devant l'Orgesch. Les événements qui suivirent l'assassinat d'Erzberger nous fournissent à ce propos des indications précises.

C'était sur le terrain bavarois, foyer de la politique de violence et de corruption, que la Terreur blanche avait pris naissance et s'était développée. Il semblait donc logique, avant même de connaître les assassins, de frapper au cœur même de la réaction, c'est-à-dire en Bavière. La première victoire de la cause républicaine aurait dû être la chute du régime de Kahr et de l'Orgesch.

Mais qu'arriva-t-il ? Au lieu de poursuivre une lutte décisive, on joua une lamentable comédie ! Tout d'abord, le gouvernement du Reich et les partis de la majorité réclamèrent la levée de l'état de siège en Bavière, sous la protection duquel les meurtriers étaient en sûreté, et qui rendait impossible toute contre-offensive ouvrière. En outre, le gouvernement du Reich interdit quelques feuilles provocatrices. Mais le gouvernement bavarois résista. On se livra à

des négociations sans fin, on perdit un temps précieux. En Bavière, rien ne fut changé. Lorsqu'on se décida enfin à mettre à exécution les interdictions prononcées par le Reich, les journaux touchés continuèrent de paraître sous d'autres titres. Des affiches injurieuses à l'égard de feu Erzberger et à l'égard de Rathenau et de Wirth furent tolérées par Pöhner, chef de la police. Mais on ne leva pas les interdictions frappant la presse communiste et indépendante. Toutes les assemblées communistes furent interdites, même celles qui ne devaient s'occuper que des secours à la Russie affamée.

On arrêta et on expulsa des députés communistes, on emprisonna des militants qui avaient discoursé dans des réunions de grève, on renforça l'état de siège. Tous les tracts des syndicats furent soumis à la censure. A Cobourg, le sang des travailleurs coula.

Toute l'Allemagne était en ébullition. *Mais la victoire resta à Kahr et à Pöhner.*

A Berlin, on s'agitait, on discutait tandis qu'en Bavière régnaient l'exception, l'arbitraire de la police et les mitrailleuses.

Mais bientôt les meurtriers furent connus. On apprit que c'étaient *les officiers de la brigade Ehrardt, Schulz et Tillesen*, qui demeuraient à Munich. Leur repaire fut découvert par des fonctionnaires badois. Leur arrestation était imminente lorsqu'ils furent avertis. Par qui ? Ce ne pouvait être que par des fonctionnaires bavarois, créatures de Pöhner. Les meurtriers eurent le temps de s'enfuir. Mais leurs papiers restèrent entre les mains de la police. Ils révélèrent l'existence d'une conspiration ourdie par des gens de l'Orgesch, des officiers et des étudiants. Son but était l'assassinat politique. Une véritable « Mafia » siégeait à Munich.

Mais on obtint encore d'autres précisions. On apprit que Kahr et Pöhner entretenaient des relations, soit officielles soit privées, avec le lieutenant-capitaine Erhardt et autres coupables de haute trahison. Leur séjour était donc connu, mais le mandat d'a-

mener lancé contre eux n'avait pour Pöhner que la valeur d'un chiffon de papier. On établit aussi qu'Erhardt formait le noyau d'une organisation internationale au sein de laquelle Horthy, dictateur actuel de la Hongrie, fraternisait avec Ludendorff, dictateur futur de l'Allemagne. Cet état-major de la réaction traçait les plans de la contre-révolution internationale de demain, préparait au moyen de l'Orgesch bavarois, un coup de main en Haute-Silésie. Il détenait de grands dépôts d'armes dans le Tyrol.

Les révélations sensationnelles se succédaient. On arracha au régime de Kahr les haillons qui cachaient sa nudité dégoûtante.

Kahr était brûlé, il était par trop compromis. C'est alors que les partis gouvernementaux bavarois se déclarèrent prêts à souscrire aux exigences du Reich « sous certaines conditions ». Kahr et son acolyte, le ministre de la Justice Roth, durent se retirer.

Mais Kahr ne se tenait pas pour battu. Dès sa retraite, il passa à l'attaque. Son parti, le Parti populiste bavarois, principal soutien du gouvernement, déposa un projet de loi qui plaçait à la tête du gouvernement un Président de l'Etat dont les prérogatives restreindraient singulièrement les droits extraordinaires du Président du Reich. D'après cette loi, les prérogatives du Président du Reich « ne devaient pas empiéter sur les droits souverains d'un pays et en particulier la *proclamation de l'état de siège devait rester dans les attributions du gouvernement régional*. Ce n'était que dans le cas d'un désaccord avec un gouvernement régional qu'il devait lui être loisible d'en appeler à la décision du Reichsrat ».

Tout cela est clair : Kahr a été précipité du pouvoir, il prétend aujourd'hui, en récompense de ses services, être nommé Président de l'Etat bavarois. L'indépendance de la Bavière, le fédéralisme, l'éparpillement dans le Reich doivent être utilisés par lui pour mettre *de plus en plus la Bavière sous sa botte*. Le ministre du Travail de Bavière, Oswald, caractérisa cette politique à l'occasion d'une mani-

festation nationaliste. Après quelques propos insolents, lancés à l'adresse du chancelier Wirth et du gouvernement allemand, Oswald déclara que *l'approbation des autorités du Reich n'avait pas plus de valeur que leur désaveu, et que la lutte de la Bavière contre le Reich ne faisait que commencer.*

Et ensuite, qu'arriva-t-il ? La presse entière qui lutte pour la démocratie bourgeoise, les partis gouvernementaux qui se pressent autour de Wirth accueillirent tous cette déclaration de guerre par un cri de triomphe : La République est sauvée !

Sur ces entrefaites, Lerchenfeld, président du nouveau ministère bavarois proclama son attachement à la politique de Kahr. Le Reich entra en négociations avec lui.

On discuta du 26 août, jour du crime, jusqu'au 28 septembre 1921, date à laquelle fut signé l'accord suivant entre Wirth et Lerchenfeld :

1° L'état de siège en Bavière est levé dès le 15 octobre;  
2° Les infâmes « Tribunaux du Peuple », sont maintenus;

3° Les ordonnances du Président du Reich sont abrogées;

4° La Bavière reste libre de donner telle suite qui lui convient aux décrets du Président du Reich. Dans le cas d'un conflit, celui-ci est tranché par le Reichsrat.

Telle fut la capitulation du Reich devant l'Orgesch bavarois. Ainsi aucune lutte sérieuse contre la droite, aucune poursuite contre les organisations criminelles ne furent engagées. En fait, toute la force combattive du gouvernement fut employée contre la classe ouvrière. Les bandes nationalistes purent respirer et se fortifier.

Et voici maintenant comment se présente la situation :

*En face du nouvel élan impétueux de la contre-révolution monarchiste et malgré les déclarations publiques du chancelier Wirth, le gouvernement du Reich en est resté au point où il en était en septem-*

*bre dernier, après avoir capitulé devant la réaction bavaroise.*

Le gouvernement sait où réside le danger. Il sait que la Bavière est le repaire des monarchistes et que toutes les menaces viennent de là-bas. Il sait aussi qu'il ne pourra pas extirper les racines de la réaction s'il recule devant la Bavière. Cependant, c'est ce qu'il fait. Il décrète des mesures extraordinaires, mais il ajoute que les Etats ont le droit de s'en gausser. Il ne change le pacte avec Lerchenfeld qu'en un point : l'organe, chargé de trancher les conflits entre le Reich et les Etats, n'est plus le Reichsrat, mais la Cour de Justice du Reich. Cette modification n'est pas heureuse. D'après les arrêts qu'elle a rendus, la Cour de Justice n'est qu'une assemblée réactionnaire qui poursuit une politique antidémocratique et nationaliste.

Ce qui devait se produire s'est produit. *La Bavière de l'Orgesch et son voisin, le réactionnaire Wurtemberg, ont signifié qu'ils n'avaient pas l'intention d'exécuter l'ordonnance du Reich. Des territoires de refuge sont ouverts aux meurtriers.* La propagande criminelle peut se poursuivre. Aux foudres gouvernementales a succédé un ciel serein.

Le chancelier Wirth et le ministre de la Justice, le social-démocrate Radbruch, promirent en même temps que la loi pour la protection de la République, l'amnistie. Cette amnistie est une insolente provocation à la classe ouvrière. La plupart des lutteurs révolutionnaires restent au bagne et parmi eux Höltz, l'intrépide héros saxon. En Bavière, aucun des révolutionnaires incarcérés n'a été libéré. Ils croupissent dans les cachots, victimes de traitements inhumains. La loi pour la protection de la République est rédigée de telle façon que ses mesures draconiennes peuvent aussi bien atteindre la classe ouvrière que les bandes d'assassins. Actuellement, toute la meute bourgeoise clame : « La loi doit aussi contenir la gauche ! » Le gouvernement recule

devant ces clameurs. Il n'est plus guère question de lutte contre la droite.

Doit-on s'étonner devant l'évolution des choses ? Peut-on se contenter seulement de l'explication qui représente les chefs du Reich comme des hommes timorés et pusillanimes ? Non, car celui qui a compris le caractère de la République démocratique allemande et qui sait quelles sont les forces respectives du gouvernement et de ses adversaires, celui-ci ne pouvait s'attendre à aucun autre résultat.

## L'Orgesch

### La Puissance militaire de la Contre-Révolution

La démocratie allemande se vante de posséder des forces militaires. C'est une erreur, car si l'armée existe, elle n'est pas au service de la République, elle est aux mains de la contre-révolution. La contre-révolution a, en outre, sa propre force armée, organisée militairement, disciplinée et répandue sur tout le Reich : l'Orgesch.

## L'Œuvre de Noske

Qui a créé ces organisations contre-révolutionnaires, qui s'en est servi pour mater la classe ouvrière, si ce n'est le premier gouvernement de la Révolution, le gouvernement d'Ebert, Scheidemann et Haase ! Lorsqu'il fit appel aux anciens généraux, Hindenburg en tête, et les réinstalla dans leur grade, lorsqu'il accorda sa confiance, en décembre 1918, au général Lequis et à ses troupes, bourreaux du prolétariat finlandais, lorsqu'il arma tous ces traîneurs de sabres et les lança contre la classe révolutionnaire, le gouvernement « socialiste » donna des armes à la contre-révolution.

Cette politique s'inspirait de conceptions opportu-

nistes. Il ne fallait *sous aucun prétexte étendre la révolution*. Pour ce but, la logique réclamait l'écrasement et le désarmement du prolétariat. Telle fut l'œuvre historique d'un Noske, celle qui correspondait à son étroitesse de vue politique et s'accordait avec son fond de brutalité inhumaine.

Il créa de toutes pièces un appareil militaire. Ce furent d'abord les *Corps-Francs* qui s'acquirent une triste renommée dans leurs luttes contre les ouvriers. Ils étaient sous le commandement des Reinhardt, des Märcker, des Epp, des Lichtschlag, des Lüttwitz. Puis il y eut les *Formations volontaires*, composées surtout d'étudiants. En mars 1919 s'organisèrent les « *Einwohnerwehren* » (les gardes d'habitants). Pour la lutte nationaliste et antibolchéviste, contre la Pologne et les Soviets russes, on constitua des corps de *gardes-frontières* à l'Est. Winnig, ancien rédacteur syndical et actuellement nationaliste, rassembla les soudards de la Baltique et forma « *la division de fer* ». C'était un vrai ramassis de bandits, un fléau public, qui donna bien des inquiétudes à son chef. Ils avaient autrefois combattu sous le commandement du comte Von der Goltz, la main dans la main avec la contre-révolution russe. Ils furent ensuite dirigés par le fameux Awaloff-Bermond, dont le lieutenant, Hugo Weiss, vient d'être arrêté comme complice dans l'assassinat de Rathenau.

Ainsi, l'armée réactionnaire était solidement constituée. La contre-révolution put se créer alors de nombreuses organisations. Son état-major politico-militaire constitua l'« Union nationale » dont le bureau réside au siège même du parti nationaliste allemand, qui organisa le coup de main de Kapp.

Elle fonda en automne 1919 un « Club national » et appela à sa direction « une société choisie », dont les principaux membres étaient : le docteur Becker, le sous-secrétaire d'Etat, Edler von Braun; le comte von der Goltz; le professeur Hoetzch; docteur Helfferich, membre du Reichstag; Emil Kirdorff; Ludendorff; von Oldenbourg Janouschau, le comte Re-

ventlow; Hugo Stinnes, von Wangenheim, Reinhard Cülle, membres du Reichstag.

Ce Club national est le véritable cerveau de la réaction allemande. C'est aussi là que se tiennent les assemblées de la communauté Rosbach qui succéda au corps-franc.

Le coup de main de Kapp avait montré aux monarchistes que la contre-révolution ne disposait pas encore d'un appareil militaire suffisant. Leur échec leur donna de l'expérience. Ils s'assurèrent une base d'opération solide dans un Etat où ils sont tout-puissants : *la Bavière blanche*. Dans ce but, ils ont poursuivi méthodiquement l'oppression du prolétariat munichois. Ici prétendent-ils, les contre-révolutionnaires n'ont pas « participé au coup de main de Kapp ». Ils ne firent que bousculer un peu l'ancien gouvernement de coalition et le remplacer par un gouvernement contre-révolutionnaire, sous la présidence de Kahr.

C'est de Bavière que vinrent les organisations militaristes et nationalistes qui, sous la direction de Ludendorff, Kahr, Escherich, Kanzler, etc... se propagèrent dans toute l'Allemagne. En connexion intime avec la préparation contre-révolutionnaire, on mena une propagande intense, nationaliste, antisémite et surtout antiouvrière. Dans son ouvrage sur Kapp, le colonel Bauer montra que la réaction disposait bien de moyens militaires suffisants, mais que la situation politique n'était pas assez favorable. Il fallait rendre ces conditions propices. Son conseil fut suivi et on déclancha une agitation méthodique contre la République et ses représentants, contre la Révolution et ses chefs. On devait cultiver l'esprit chauvin en remettant en honneur les antiques traditions. Tout servit à ce but d'excitation nationaliste: le film sur le roi Frédéric, les défilés et les revues militaires, les débats sans fin sur les origines et les responsabilités de la guerre, la glorification des Hohenzollern et des Wittelsbach, la réclame faite autour de l'ouvrage du Kronprinz, etc. Mais le prin-

cipal moyen pour attiser les passions nationalistes devait être l'assassinat. Ainsi espérait-on paralyser l'énergie du gouvernement, — si l'on peut parler d'énergie dans ce cas, — précipiter l'Allemagne dans des troubles constants, dresser les différentes classes les unes contre les autres et profiter du désordre pour tenter un nouveau coup de main.

## Les Buts politiques de l'Orgesch

A quels buts politiques tendent cette propagande active, cette agitation incessante, ces préparatifs militaires et ces meurtres ? Il y a des différences et des nuances dans les diverses organisations; la haine des Juifs est plus développée dans les unes que dans les autres. Le journal de l'Orgesch, « Heimatland » (La Patrie), donnait le programme de l'association « Bavière et Reich » en ces termes :

Nous luttons contre le parlementarisme,  
contre les empiétements de la juiverie et l'immigration juive,  
contre le bolchévisme et l'anarchie,  
pour les droits historiques de la race allemande et  
pour un fédéralisme salubre,  
pour une Constitution adéquate et pour le système stable des deux Chambres,  
pour la tradition monarchiste.

Il est évident que toutes les organisations savent que ces buts ne seront pas atteints par les voies légales mais au moyen d'une dictature militaire. Tel est le point de vue exprimé dans de nombreux discours. Ainsi, le représentant des socialistes nationaux déclara à Honnef, à l'occasion d'un congrès de la « Ligue offensive et défensive du peuple allemand » :

Nous soupérons après le jour où apparaîtra l'homme fort, le dictateur de la patrie. Il saura délivrer le pays allemand de tous ses ennemis et il fera régner de nouveau chez nous l'ordre et la tranquillité.

Quant au choix du dictateur, celui-ci s'impose de lui-même. Dans une assemblée de la « Ligue pour la régénération chrétienne allemande », dont le prince Oscar de Prusse est membre d'honneur. Roethe, professeur à l'université de Berlin, fit ces déclarations :

Une nouvelle aurore s'annonce. Un nouveau Bismarck nous est né. Une personnalité qui tient de près au très honoré général Ludendorff a prouvé qu'elle était capable de sauver l'Allemagne de la catastrophe. Pour laisser la voie libre au dictateur qui vient, l'Empereur devra consentir à rester encore quelque temps en exil. Face à face avec ceux qui projettent la ruine de la patrie, nous combattons jusqu'au bout.

Le dictateur qui vient tient de près à Ludendorff. Il y tient de si près qu'il se confond avec lui. C'est Ludendorff lui-même, l'homme qui, le jour du coup de main de Kapp, paraissait à la tête de ses troupes à la porte de Brandebourg.

Il se sent appelé à de hautes destinées et, comme il l'écrivait lui-même dans un journal anglais « Sunday Pictorial », la mentalité allemande nécessite actuellement un dictateur. Et ce n'est certainement que sa timidité bien connue qui l'a poussé à ajouter que cette dictature se réaliserait le mieux sous la forme d'une nouvelle monarchie.

La politique extérieure d'une telle dictature est très claire : elle organiserait *la guerre de revanche contre la France*. Sans nul doute, les chefs politiques de l'Orgesch reconnaissent qu'actuellement les forces militaires allemandes ne peuvent suffire à cette tâche. Ils mettent tous leurs espoirs en un conflit franco-anglais. Dans une assemblée secrète de l'Orgesch à Munich, Ludendorff exposa ses conceptions sur la politique internationale. A son avis, il n'était pas possible d'entrer en relations avec les fascistes en Italie, le Tyrol allemand gémissant sous l'oppression italienne. Par contre, il fallait s'efforcer d'arriver à une alliance avec l'Angleterre, quoique celle-ci ne soit pas encore à même de détruire l'hégémonie

française. Mais, dès que l'Angleterre aurait renforcé son organisation militaire, la lutte commune contre la France pourrait commencer.

On ne peut douter que la caractéristique essentielle d'une dictature Ludendorff serait la Terreur blanche, dirigée contre la classe ouvrière. Ce serait le digne pendant du régime Horthy en Hongrie.

## L'Organisation des Forces contre-révolutionnaires

Lorsque, sous la sommation de l'Entente, les effectifs militaires furent réduits considérablement, la Reichswehr toute seule était insuffisante pour servir les desseins de la contre-révolution. Quant à la police de sûreté (Schutzpolizei), trop démocratique, elle ne présentait pas assez de garanties pour la réaction. Il fallut donc procéder à l'armement de la bourgeoisie. Avec une hâte fébrile, on mit sur pied, en l'espace de trois ans, une solide organisation politique et militaire.

Une multitude d'associations surgirent et se développèrent. Ces organisations présentaient au début un caractère chaotique. Rien ne semblait relier entre eux ces différents masques de l'organisation réactionnaire. Cet éparpillement et cette diversité, *ces clubs d'excursions, ces communautés de travail, ces sociétés sportives, associations de régiment, sections de tireurs, unions de combattants, cercles d'officiers, toutes ces organisations pour l'agitation populaire nationaliste et monarchiste* ont un seul et même but : jeter un voile sur leur caractère réel. De cette manière, l'organisation centrale restait dans l'ombre, à l'abri des coups de ses adversaires.

Son matériel humain est inscrit dans les *associations de régiment*, d'anciens combattants, de tireurs. Il est formé en partie par des prolétaires aveuglés par les phrases nationalistes et courbés sous le joug de la tradition guerrière. C'est d'ailleurs l'habituelle

chair à canon. Il suffit donc de les intoxiquer de phraséologie creuse et de les convier de temps en temps à des fêtes militaires, véritables revues des troupes contre-révolutionnaires. L'affiliation à ces différentes sociétés dépend de l'incorporation dans l'armée : infanterie, artillerie, cavalerie et troupes techniques. Grâce à cette structure, l'organisation est une véritable armée virtuelle qui n'attend que d'être encadrée et d'être mise en mouvement; les clubs d'officiers allemands sont là, prêts pour cet encadrement.

Il faut signaler d'une manière toute spéciale les organisations particulières appelées « *Arbeitsgemeinschaften* » (*Communautés de travail*). Elles ne sont pas seulement des unités de troupes, mais encore jouent un rôle dans la vie économique. Elles doivent propager l'esprit « jaune » dans la classe ouvrière, surtout chez l'ouvrier agricole. Elles sont en même temps utilisées pour briser les grèves. Elles encadrent un ramassis hétéroclite d'anciens corps francs, de soudards de la Baltique, de sans-travail et de vagabonds dont l'esprit aventureux se complait dans une vie agitée. Les uns travaillent dans des colonies agricoles, les autres dans de grandes exploitations rurales ou dans des fabriques à la campagne.

La plus caractéristique est la « *communauté de travail Rossbach* ». Elle fut interdite par le gouvernement, mais n'en continua pas moins à poursuivre son activité, à l'instar de mainte autre organisation analogue. La tête de ce groupement, comptant près de 4.500 membres actifs, se cache sous la raison sociale « Bureau allemand d'annonces et de détectives ». Après l'assassinat de Rathenau, on y fit des perquisitions, mais on n'y trouva rien. A l'occasion d'autres descentes de police, les affiliés de Rossbach avaient reçu un avertissement préalable. A côté de Rossbach, le major Bertholdt, le capitaine Eberhardt et les lieutenants Köpfke et Bark dirigent l'association, formée de subdivisions par canton et par dis-

trict. Il existe les sections du Mecklembourg, de la Poméranie, de la Haute et de la Basse-Silésie. Au Mecklembourg, la filiale est appelée « *Union pour la formation professionnelle des ouvriers de campagne* ». C'est le major Weber qui la dirige. Il compte dans son effectif le meurtrier Runge. L'organisation de la Haute-Silésie était particulièrement disciplinée et puissante. En quarante-huit heures, elle pouvait mettre sur pied deux régiments, une compagnie de cyclistes et deux tanks ainsi que des médecins, la musique et des fourgons du train. Elle disposait de camions automobiles pour personnes et marchandises, de même que de motocyclettes. En Haute-Silésie, les affiliés de Rossbach étaient équipés en véritables bandes de malfaiteurs. Rien ne manquait pour la perpétration de l'œuvre de mort

Toutes les organisations décrites ci-dessus sont formées d'éléments différents, sans initiative, sans intérêts politiques déterminés. On pourra se servir d'eux dans la guerre civile, mais en aucun cas les utiliser pour ouvrir le feu. Appartenant à la masse inconsciente et indifférente, ils manqueraient de mordant et d'esprit de décision. Ce rôle d'avant-garde est réservé aux fédérations dont on est sûr. C'est à ces organisations qui, quoiqu'elles se déclarent « neutres politiquement », se rangent sous la bannière de la réaction, c'est à ces organisations qu'il appartiendra de lever subitement le masque et d'entrer tout à coup dans la mêlée. Elles sont le levier de la contre-révolution : clubs d'excursions, Ordre jeune-allemand, Ordre germanique, Unions pour la défense du germanisme, associations de soldats patriotes, Union nationale des soldats allemands, groupes militaires des socialistes nationaux, Olympia (société de culture physique), Ordre allemand, Ligue pour l'Ordre et la Liberté, sociétés de gymnastique, Union jeune-allemande, le Casque de fer, le Groupe Bismarck, Union du front, corps d'étudiants, Union Andréas Hofer, Orka, Orzentz, Union patriotique des loyalistes envers la monarchie, le Haut-Pays, la Ban-

nière impériale, Association des résolus, Bloc bavarois pour l'ordre, Union pangermaniste.

Elles poursuivent un double but : propager les conceptions nationalistes, essayer les premiers chocs armés. Leur structure intérieure repose sur des bases militaires; il règne une obéissance et une discipline absolues. Chaque organisation possède un dépôt d'armes et s'exerce dans l'art de la guerre. Telles sont les gardes-blanches allemandes. Elles nourrissent une haine impitoyable non seulement contre la classe ouvrière mais aussi contre certains chefs bourgeois qu'elles appellent des traîtres envers la patrie allemande.

Malgré la diversité et la multiplicité des groupements, des directives communes inspirent des actions communes.

L'ORDRE JEUNE-ALLEMAND. — Chef : le grand maître Mahraun. Comprenant des milliers de sections locales, il se recrute surtout dans les provinces de Hesse, Thuringe, Saxe et Rhin, et constitue la colonne vertébrale de l'Orgesch.

Sous ses formes d'organisation archaïque, empruntées au moyen âge, se cachent des sociétés purement militaires. Au lieu d'être incorporés par *régiment, bataillon, compagnie et section*, les affiliés sont répartis par baillage, confrérie et bande. L'Ordre comprend une vingtaine de régiments, chacun formé de trois à dix bataillons, avec un nombre correspondant de compagnies et de sections. Chaque membre, appelé « écuyer », reçoit ses *instructions particulières* qu'il s'engage à suivre à la lettre. Ils ont pour devise : « Même si tous trahissaient leur serment, nous, nous resterons fidèles à la parole donnée ». Les gradés et les simples affiliés portent des insignes distinctifs; des règlements très sévères décrivent les *marques extérieures* de respect et le caractère du *salut*, vis-à-vis d'un supérieur. Chaque membre s'engage à garder le secret sur les choses de l'Ordre :

L'écuyer doit tenir consciencieusement la promesse qu'il a faite de garder le silence; il ne doit laisser échapper aucun propos inconsidéré qui pourrait tout compromettre.

Des exercices militaires, appelés « soirées de gymnastique et de jeux », ont lieu régulièrement chaque semaine, de même qu'une *marche d'entraînement* ou « excursions », chaque mois. Mais ce qui est caractéristique, ce sont les prescriptions concernant l'appel aux armes éventuel de la troupe. Les dates des assemblées peuvent être connues dans n'importe quelle librairie. Un signe particulier, une lettre convenue, indique le but de la réunion lorsqu'on ne recourt pas, dans des *cas pressants*, à des *convocations téléphoniques ou télégraphiques*. Ainsi la lettre P signifie: « présence indispensable », D. P. veut dire: « présence obligatoire ». Mais attention! A3 fixe la *tenu et l'équipement*, (voir les *ordres de service du commandement des troupes terroristes en Silésie*); Km équivaut à: « prenez des gourdins » (ceux-ci destinés sans nul doute aux communistes). Les prescriptions, dans l'éventualité d'une *grande alarme soudaine*, sont particulièrement précises.

1° Dès que le signal d'alarme a été donné, tous les gardes civiques *doivent s'équiper*. Les hommes en état de porter les armes se rendent immédiatement sur les places de rassemblement. Les défaillants seront l'objet du mépris public;

2° Le commandement de la Garde civique dans son ensemble est *aux mains exclusives de l'état-major*. Un service de liaison doit être immédiatement établi avec lui. Dans les endroits où cela n'est pas possible, les chefs régionaux agissent d'une manière indépendante et sous leur propre responsabilité;

3° Les *Conseils économiques* entrent immédiatement et partout en fonctions. Les mesures qu'ils jugeront nécessaires seront *exécutées et imposées par tous les moyens*.

OLYMPIA (*société de culture physique*). — Elle est présidée par le général von Heeringen. Club sportif en apparence, c'est en réalité une véritable unité mi-

litaire. Elle est formée de l'ancien *régiment Reinhard*, que l'on a appelé plus tard « le protecteur de Berlin ». Les bataillons ont leur siège dans différents quartiers de la ville. Ils ont conservé, au su de tous, même quelques pièces d'artillerie. Des exercices de tir ont lieu périodiquement, soit à Halensee pour les grenades à main, soit à Neukölln et à Zehlendorf pour les tireurs armés de fusils. Le lieutenant de police Sattler et le bourgmestre Schütz sont en étroites relations avec ce régiment « dissous ».

ASSOCIATION DES RÉSOLUS (*Bund der Aufrechten*). — Le prince Oscar de Prusse en est membre d'honneur. A sa tête se trouvent l'ancien ministre de la guerre von Stein et le comte Westarp. A Berlin seulement, l'association compte près de 20.000 membres.

UNION PATRIOTIQUE DES LOYALISTES ENVERS LA MONARCHIE. — A sa tête se trouve Ludendorff. Son représentant est le capitaine Luppe; dans les organisations militaristes, elle est représentée par le lieutenant Kugler, de l'état-major de l'Orka. Au sein du Comité d'action, les organisations suivantes sont représentées: l'Orka, l'Orentz, la Bannière impériale, le Haut-Pays, l'Ordre jeune-allemand, le Casque de Fer, l'Union du front et l'Aide technique.

ORKA. — Fondateur : le géomètre Kanzler. Elle est en étroites relations avec le gouvernement bavarois et la police de Munich. Le Kronprinz Rupprecht de Bavière la tient en haute considération. Son chef spirituel et politique est Stempfle, professeur de théologie et rédacteur du « *Miesbacher Anzeiger* ». Parmi les collaborateurs, le docteur Glaser, secrétaire du ministère bavarois de l'Intérieur.

CORPS D'ÉTUDIANTS. — Ils ont beaucoup d'analogie avec l'armée illégale constituée en 1813. On annonce qu'à Iéna ces corps d'étudiants se livrent à des exercices de tir et à de véritables manœuvres militaires. Chaque affilié est en possession d'une carabine.

LIGUE POUR L'ORDRE ET LA LIBERTÉ. — Elle est formée par les « organisations de protection » (Selbstschutzverbände), aujourd'hui théoriquement dissoutes, mais *qui subsistent virtuellement*.

GROUPE BISMARCK. — Il se recrute surtout parmi la jeunesse petite-bourgeoise. Il repose sur des bases militaires solides et compte à Berlin, à côté de quarante-quatre compagnies d'infanterie, une compagnie de télégraphistes, de téléphonistes, de signaleurs et une compagnie de cyclistes.

ASSOCIATION DES ANCIENS COMBATTANTS. — Elle est issue des formations volontaires créées en novembre et décembre 1918 par le gouvernement Ebert-Scheidemann pour la lutte contre les bolchévistes et pour l'offensive contre les Soviets, entreprise au début de l'année 1919. Les hommes furent alors sous le commandement du général von der Goltz. Véritables soudards, il furent un fléau pour l'Allemagne et constituèrent des bandes brutales et sans pitié qu'on déclina contre la classe ouvrière. L'association se recrute sur tout le territoire du Reich. Elle est dirigée par le baron Manteuffel-Katzdangen, von der Goltz et von Diebitsch. Son action est parallèle à celle poursuivie par les associations de soldats allemands.

FÉDÉRATION NATIONALE DES SOLDATS ALLEMANDS. — Elle se constitua le 10 juin 1922 à Hanovre, à la suite d'une scission au sein de la Ligue des soldats patriotes nationalistes. L'histoire de cette scission est des plus intéressantes. Elle était la conséquence des efforts faits pour affilier la Fédération au *Parti populiste-national allemand*. Le Comité opposa à ces tentatives une résistance énergique; il craignait qu'une telle affiliation entraînant la décadence de la Ligue. A son avis, ce Parti était trop parlementaire. On ne pouvait d'ailleurs pas compter sur lui puisqu'il se cantonnait dans une activité légale. Ehrhardt, lui, se prononça pour l'affiliation. Il fut exclu avec ses partisans. Mais en son congrès de Hanovre, la majo-

rité de la Ligue n'approuva pas l'attitude du Comité; elle fonda alors la Fédération Nationale des Soldats allemands. Celle-ci comprend environ 200.000 membres. Sa collusion avec le Parti populiste met à sa disposition de grands moyens financiers (Banque populaire allemande). Son premier président fut le général Weber. Il ne faut pas conclure qu'à la suite de ces démêlés la Fédération soit devenue pacifiste. Le fait que les organisations d'Ehrhardt y adhèrent prouve suffisamment le contraire.

LIGUE DES SOLDATS PATRIOTES-NATIONALISTES (V. n. S.). — Elle suit les tendances chauvines, antiparlementaires, antipoliticiennes de l'Orgesch. Au point de vue de la contre-révolution, cette tendance est certainement la plus adéquate aux buts qu'elle poursuit. Sa seule activité est l'agitation *nationaliste et la préparation méthodique* de l'insurrection.

La V. n. S. encadre *environ 150.000 hommes*, et forme un cartel avec l'Ordre jeune-allemand, les anciens soudards de la Baltique, l'Union des combattants de Haute-Silésie, l'ancienne Garde de la frontière orientale, le Casque de Fer et d'autres organisations.

Pour préciser l'orientation politique de la V. n. S., il est intéressant de signaler le discours que tint von der Goltz, le soudard de la Baltique, dans une assemblée publique à Berlin, au commencement de mars. Il déclara que si le gouvernement avait l'audace de livrer les responsables de la guerre, il trouverait devant lui tous les adhérents de la V. n. S. qui, en compagnie des « bons » éléments de la Schupo et de la Reichswehr, sauraient bien empêcher la réalisation de cette infamie. Le gouvernement qui consentirait à une telle livraison serait immédiatement considéré par les vrais patriotes *comme traître à la patrie et ennemi de l'Allemagne*. C'est au cours de la même assemblée que Scholtz, président de la réunion, parla de la possibilité de re-

cevoir des armes d'un Etat allié. Il faisait allusion certainement à la Hongrie de Horthy.

Que pense de cela Ludendorff? Le fait qu'il resta président honoraire de la fraction radicale après la scission de la V. n. S. et la lettre, transcrite ci-dessous, qu'il écrivit, nous renseignent clairement sur ses opinions intimes.

### A la Ligue des soldats patriotes, Berlin,

Par votre télégramme, j'ai appris que la Ligue était sortie plus forte et plus unie de son congrès de Hanovre. Personne ne s'en félicite plus que moi. Il s'agit maintenant de se mettre à la tâche et de poursuivre l'œuvre que la Ligue s'est imposée.

J'ai confiance dans le Comité; il est à la hauteur de sa tâche. Je vous prie de me tenir au courant de votre activité.

Je vous remercie pour l'hommage de fidélité que vous m'avez rendu.

Salutations allemandes. — LUDENDORFF.

### Les corps d'Officiers

Toutes les organisations décrites jusqu'ici comprennent les simples soldats, la chair à canon de l'Armée blanche. Quant aux officiers, ils se rassemblent dans des associations particulières. Mais elles sont en contact constant avec les groupements de simples soldats dans les comités desquels siègent toujours des officiers, aussi bien dans les comités centraux que dans les comités de groupe. Dans la règle et pour des raisons purement démagogiques, le premier président président honoraire de la fraction radicale après la scission de la V. n. S. et la lettre, transcrite ci-dessus, président honoraire de la fraction d'extrême droite, après la scission de la V. n. et la lettre, transcrite ci-dessous, qu'il écrivit, nous renseignent clairement sur ses opinions intimes.

est toujours un soldat et le deuxième président un officier, au sein de la Ligue des soldats patriotes-nationalistes.

De cette manière, la contre-révolution possède une armée complète, pourvue d'un cadre d'officiers et dirigée par un état-major général. Elle a d'ailleurs déjà connu le feu, et les expériences acquises au cours de la guerre mondiale en font une troupe à toute épreuve.

Il y a deux organisations principales d'officiers : la Ligue nationale des officiers allemands et l'Union des officiers allemands.

Leur structure intérieure donne la clef de la structure de l'armée contre-révolutionnaire.

La subdivision technique et géographique s'opère par les organes suivants : Centres d'action, Centrales d'organisation, Comités de propagande, Points d'appui organiques.

Ces points d'appui dépendent directement du commandement suprême et de l'Etat-Major. En outre, il existe dans plus de 15 endroits des agences de liaison et de renseignements (Centrales d'espionnage).

La direction suprême, reconnue par tous les chefs de l'Orgesch, est assumée par un Etat-Major général dont font partie, à côté des stratèges, des personnalités civiles, représentant les partis politiques et les bailleurs de fonds.

## La bande des Assassins

De même que dans une troupe chaque arme assure un rôle particulier et relève de commandements différents, de même la contre-révolution a opéré une judicieuse répartition du travail. Les groupes terroristes ont une unité spéciale; ils ont leur propre rôle à remplir et leurs propres moyens d'action. Leurs membres font en même temps partie des autres organisations militaires nationalistes. Un exemple : le lieutenant Willi Gülther, arrêté comme complice dans l'assassi-

nat de Rathenau, était membre de l'Union de la jeunesse allemande, de l'Association des Résolus, de l'Union des Loyalistes et de l'Union des officiers allemands. Il était le courrier et le secrétaire de Ludendorff. Ces groupes terroristes sont connus dans la V. n. S. sous le nom de « Saalschutz ».

Ils étaient sous le commandement du lieutenant-capitaine Ehrhardt, qui voyagea longtemps en Allemagne avec des faux passeports. Dans leur ensemble, ils constituent l'Organisation Consul (O. C.). Ehrhardt se fait appeler lui-même Consul et gardien de l'Allemagne.

C'est une organisation *clandestine*, composée de jeunes gens à mentalité ultra-nationaliste, prêts à tout pour réaliser leurs desseins. Ils travaillent dans l'ombre et leur activité, sur laquelle les affiliés observent le mutisme le plus absolu, a le caractère d'une vaste conspiration. Lipinski dévoila le contenu d'une de leurs circulaires. Elle portait la mention « Rigoureusement secret, rigoureusement interdit d'en prendre copie », et donnait les renseignements suivants sur les buts et les méthodes de l'organisation.

## L'Organisation militaire

### BUT

Conserver à l'Allemagne une troupe, subdivisée en brigades, qui soit en mesure d'intervenir à l'occasion de troubles révolutionnaires et en cas de complications extérieures.

2. Déclancher toutes les actions partielles qu'exigent les intérêts nationaux, avec ou sans le consentement gouvernemental;

3. Saboter et disperser les manifestations locales anti-nationales;

4. Maintenir l'entraînement de l'armée et instruire la jeunesse dans le métier des armes.

## DIRECTIVES

1. Création d'une armée nationale en organisant les patriotes de toutes les classes de la population ;

2. Buts de cette armée :

Nous voulons avoir une attitude offensive et atteindre des buts immédiats. Notre première tâche est la lutte contre tous ceux qui se placent sur le terrain international et parmi eux, en première ligne, les social-démocrates, les juifs et les démocrates qui prennent leur mot d'ordre du *Berliner Tageblatt* ou de la *Frankfurter Zeitung*.

Création d'une armée qui puisse se mettre à la disposition d'un gouvernement national, en cas de complications extérieures inattendues. Encourager l'esprit d'invention allemand à la découverte de nouveaux moyens de lutte, de nouvelles armes de défense. L'appareil militaire que nous possédons actuellement nous laisse dans un état de profonde infériorité vis-à-vis de l'étranger. Par des applications à la technique militaire de la force électrique et par la découverte de nouveaux explosifs, nous pourrions rendre à notre armée sa valeur combative.

## ENROLEMENT

La direction et l'état-major travaillent d'une manière permanente. On ne doit enrôler que des hommes résolus, décidés à obéir sans condition et prêts à tout. Ils ne doivent en aucun cas être des causes de ralentissement et de stagnation. Les chefs doivent être des officiers ayant fait la guerre mondiale et ayant l'expérience de la guerre civile. Ils doivent surtout commander énergiquement, *engager immédiatement le feu et refuser toute négociation*. Les armes et munitions seront distribuées dans une mesure suffisante. Les frais de déplacement et des rétributions seront versés aux ayants droit.

## PRÉPARATION DES ATTENTATS

*Il faut dresser la liste de ceux dont les occupations laissent des loisirs leur permettant de participer aux attentats. A l'occasion, on pourra aussi se servir des individus résolus qu'on aura sous la main. Il s'agit de mettre les agitateurs publics et les fauteurs de désordre dans l'impossibi-*

*lité de nuire. Tous les moyens sont bons pour se débarrasser de cette canaille : le revolver, le poignard ou le poison.*

Des tribunaux secrets siègent au sein de l'organisation Consul. Ils sont chargés de démasquer les traîtres et de punir les membres, coupables de désobéissance ou de tiédeur. Comme sanction, le tribunal peut décréter *la peine de mort*.

Au sujet des tâches immédiates que l'organisation terroriste peut accomplir dans les intérêts du capitalisme, l'organe de Consul, *der Wicking*, écrivait ce qui suit :

Bientôt le jour viendra où la social-démocratie devra renoncer de gré ou de force aux droits sociaux et politiques qu'elle s'est arrogée grâce à la Révolution, droits iniques qui compromettent la vitalité de toute la nation. De quelle façon faudra-t-il procéder à la *suppression du droit de grève, au prolongement de la journée de huit heures, à la réduction des salaires* ? Sera-ce possible par voie légale et pacifique ? Les expériences acquises nous permettent de conclure.

Ehrhardt disposait de grosses sommes d'argent pour son organisation. En Haute-Silésie, les groupes terroristes, appelés « Rollkommandos », ont accumulé crimes sur crimes.

Au sein de la « Bannière Impériale du Haut-Pays » (Reichsfahne Oberland), le groupe terroriste portait le nom de « Wurfkommando ». Il était placé sous la direction du célèbre capitaine von Kessel (procès de Marloh) et du capitaine Oesterreicher. Par l'intermédiaire du major Astor, la liaison était établie avec la direction de la police de Munich. Ce groupe disposait de moyens financiers illimités.

## Les Méfaits des Groupes terroristes

On ne peut pas les comparer à des expéditions aventureuses et romanesques. Ce ne sont que des crimes, froidement prémédités, lâchement exécutés. On suivit en tous points l'exemple des bandes hongroises, sous le régime de Horthy. La plupart des at-

tentats commis en Allemagne peuvent leur être imputés.

Les coupables des différents assassinats politiques, celui de Rosa Luxembourg, de Karl Liebknecht, de Dorenbach, etc., sont membres de ces groupes terroristes. Le député indépendant Gareis tomba sous leurs coups. Ils organisèrent, dans la nuit du 25 octobre 1921, une agression contre le député Auer, non loin de la Maison des syndicats, à Munich. Il avait reçu au préalable des lettres de menaces lui prédisant le même sort que Gareis. Citons aussi les lignes suivantes extraites d'un rapport de police, en date du 7 mai 1921, rédigé à la suite d'une perquisition chez l'architecte Gluer, qui amena la découverte d'un dépôt d'armes :

Au cours de l'entretien, Gluer déclara que les armes ne pourraient être restituées qu'en 15 jours, car il était le chef d'une organisation militaire forte de 300 hommes armés et prêts, en un court espace de temps. En outre, un wagon blindé était à sa disposition, non loin de là; mais pas plus que les armes, il n'était à même de le livrer de suite, attendu qu'il appartenait à son organisation. Pressé par le fonctionnaire Wischermann, il continua ses aveux et déclara qu'il avait tenté deux fois de se débarrasser de Sévering, avec l'aide de quelques hommes, mais qu'il avait échoué.

Gluer confessa encore que son organisation détenait une liste de 1.000 personnes. En cas d'insurrection nationaliste, il avait la tâche de s'en emparer, de les mettre dans l'impossibilité de nuire et d'en décorer les réverbères.

Un télégramme chiffré fut envoyé de Munich au docteur Ruge, à Breslau, le 4 septembre 1921. Il annonçait que la peine de mort avait été prononcée contre un membre du Corps-franc « Haut-Pays », coupable de trahison.

Le célèbre provocateur Hartung fut supprimé par un médecin, parce qu'il savait trop de choses. Ce fut le médecin homicide qui fit lui-même l'autopsie.

La *Münchener Post* faisait les communications suivantes au sujet de la terreur :

A la fin de mai 1920, le palefrenier Eduard Ceirer, de Pasing, sur l'ordre du directeur de la section criminelle de la Centrale de renseignements « Oberland », l'inspecteur criminel Fischer (de son véritable nom, Friedrich), de Bernburg, pénétra dans la prison de Krappitz et, avec l'aide du geôlier Joseph Bump, de Karlskron, s'empara du propriétaire de l'hôtel « Deutsches Haus ». Tous deux le conduisirent dans la forêt voisine, où Dressel, lieutenant de la police criminelle, les attendait. Le prisonnier, l'hôtelier Balenezyk, avait commis le crime d'avoir hébergé l'Intendance française pendant l'occupation. On l'amena au pied d'une petite colline et là, Bump l'abattit d'un coup de revolver. On sut que Dressel était l'amant de la femme de l'hôtelier. Celle-ci avait déclaré qu'elle ne regarderait pas à quelques milliers de marks pour se débarrasser de son mari.

Le 30 juin, l'Oberland ramena de son expédition de Leobschutz trois prisonniers : Karl Görlitz, de Görlitz (Silésie), Stéfan Stellmach, de Bismarckhütte, et Kauert, soi-disant communiste. Ils furent entraînés dans une forêt, assassinés par un sieur Mussweiler, alias Weiland et enterrés sur place. Les papiers des victimes furent détruits et Gump, Mussweiler et un volontaire, nommé Rahn s'emparèrent de l'argent. En octobre 1920, on annonça en plein Landtag bavarois qu'un soldat de la Reichswehr avait été l'objet d'une tentative d'assassinat pour avoir essayé de dévoiler à l'Entente l'existence d'un dépôt d'armes.

Le gouvernement bavarois lui-même est compromis. Après l'attentat contre Dobler et lorsque l'organisation des bandes terroristes fut connue, le Landtag bavarois ordonna une enquête. Mais celle-ci fut arrêtée dès qu'on eut appris que le chef de la police, Pöhner, était en collusion avec les assassins. Quelques jours après, un homme qui avait témoigné au cours de l'instruction fut assassiné. Puis ce fut le tour du député socialiste indépendant Gareis qui avait conduit l'accusation. Un lieutenant nommé Schweichardt, soupçonné d'avoir pris part à des attentats put être démasqué. Il gagna avec un faux passeport l'Autriche, qui l'expulsa. Il est actuellement en prison, sous la protection particulière de la police munichoise. On le garde précieusement depuis six mois, afin qu'il ne tombe

pas dans d'autres mains. On n'a pas commencé d'instruction contre lui.

Tous ces faits mettent en relief le caractère des groupes terroristes.

On retrouve leur main partout : dans les assassinats d'Erzberger et de Rathenau, dans l'agression contre Scheidemann, dans les attentats d'Hambourg contre le journal ouvrier, la librairie communiste et le monument de la Révolution. De nouvelles épées de Damoclès sont suspendues sur la tête des chefs politiques; de nouveaux dangers les menacent. La Terreur blanche ne mourra pas aussi longtemps qu'on ne l'aura pas attaquée en ses racines.

Des bandes d'assassins! Voilà bien le dernier mot de la civilisation bourgeoise!

## L'Armement

En Allemagne, la population civile a été désarmée, conformément à une loi spéciale. Un « Commissariat du désarmement » a été institué en vue de cette tâche. Tous les possesseurs d'armes sont recherchés et menacés de sévères sanctions. Les contraventions à la loi ont provoqué de nombreux procès. Mais les accusés étaient toujours des ouvriers. Nous n'avons pas assisté à la mise en accusation d'affiliés contre-révolutionnaires. C'est une preuve que les organisations militaristes ont conservé leurs armes. Mais le Commissaire pour l'Ordre public Weismann, le Commissaire du désarmement Peters et les gens de leur acabit, ne semblent pas s'en soucier.

En réalité, toute l'Orgesch est pourvue, de toutes les armes possibles, depuis les revolvers jusqu'aux obusiers. Les formations de volontaires, dissoutes sous la pression de l'Entente, n'ont pas livré leurs armes. De même, celles-ci ont complètement disparu lorsque les gardes d'habitants furent dispersées. Elles sont actuellement entre les mains des formations militaires qui se sont constituées sous d'autres noms, en

1920 et 1921, après la « dissolution ». Ces formations se sont tellement développées que l'armement qui subsistait est actuellement insuffisant. C'est pourquoi la production des armes a augmenté en Allemagne d'une manière extraordinaire, surtout celle des fusils de chasse. Mais ces « fusils de chasse » ressemblent d'une manière singulière à l'ancien fusil d'ordonnance, modèle 98.

On procède hâtivement à l'équipement des diverses organisations. Des transports méthodiques d'armes se font dans des directions convenues. Il existe depuis longtemps une Centrale à Neu-Ulm qui, sous la direction du lieutenant Treppke, se charge des expéditions. Voici le matériel d'une seule livraison, la charge de cinq wagons de chemin de fer : *1540 mines, 402 mines flottantes, 185 obus, 2 gros caissons et 24 petits contenant de trois à six torpilles, 409 grosses torpilles, 1836 lance-mines, 852 mines légères, 96 grenades, 96 pour F. K., 50 cartouches, 197 explosifs avec cartouches, 24 caisses de détonateurs pour 660 lance-mines, quatre mille grenades à main, 950 grosses grenades.*

Il existe un grand nombre de dépôts d'armes, cachés dans des propriétés à la campagne et dans les villes. On distribue, en général, les fusils aux membres des organisations militaires avec beaucoup de précautions et dans le plus grand mystère. Ce n'est pas la crainte du gouvernement qui inspire ces mesures de précaution, mais la crainte de la classe ouvrière. Ainsi, dans les quartiers de l'Ouest de Berlin, les armes ont été distribuées ouvertement; par contre, dans les quartiers ouvriers du Nord et de l'Est, elles sont restées dans les cachettes. Des exercices de tir ont lieu périodiquement.

### D'où vient l'Argent ?

Une organisation aussi formidable doit entraîner des dépenses énormes. Il s'agit non seulement d'acheter les armes et les équipements, de payer les frais

de leur entretien, mais aussi de subvenir aux frais qu'exige le travail de recrutement et d'organisation. D'où vient donc l'argent?

Les bailleurs de fonds qui, par leurs subventions, défrayent l'armée contre-révolutionnaire, sont les capitalistes, les industriels, les grands propriétaires ruraux et leurs partis politiques, le Parti populiste allemand et le Parti nationaliste allemand.

Des solliciteurs s'adressent personnellement à des capitalistes. On emploie pour cela de hautes personnalités. Ainsi à Berlin, c'est le major-général Tricke qui est préposé à cet office.

Les finances de l'Orgesch ne peuvent cependant pas être à la merci de donateurs de rencontre et dépendre de ressources incertaines. Dans ce domaine aussi, il fallait une mise au point minutieuse. C'est à cette tâche que sont destinés les « *Comités financiers* » qui, à l'instar de celui de Saxe, sont formés de représentants des industries, du commerce et des métiers. La circulaire ci-dessous nous donne quelques renseignements sur leur activité :

Le maintien de l'ordre et de la paix publics, assumé par ces organisations, a besoin de ressources financières. Elles leur seront fournies sous la forme de prestations bénévoles et de contributions volontaires qui constituent leurs seules sources de revenus...

Les organisations qui ont surgi partout comme des champignons ont déjà montré la nécessité de leur rôle. Elles ne pourraient cependant pas continuer leur activité vu les charges croissantes qu'elles ont à supporter, si elles devaient manquer des fonds nécessaires...

Il faut faire rentrer le plus possible d'argent pour pouvoir remplir les tâches politiques (!) et éducatives qu'elles se sont imposées...

Vu la situation financière générale incertaine, il serait désirable de mettre des fonds en réserve...

Les prestations se payent de la manière suivante : les industriels versent des sommes proportionnelles à l'importance de leur personnel (50 marks par ou-

vrier et par employé). Quant aux banquiers et aux commerçants, leur cotisation s'élève à 300 marks par employé. Il rentre ainsi des sommes formidables dans les caisses de la contre-révolution. Dans d'autres parties de l'Allemagne, ce sont des « Comités de bourgeois » ou des « Conseils de bourgeois » qui surveillent les finances de l'Orgesch. Quel est le roulement de fonds? Les révélations de Lipinski nous en donnent quelque idée. A Leipzig et à Dresde, 700.000 marks ont été mis à la disposition de l'Orgesch en octobre dernier.

En Saxe, le ministre de l'Intérieur accorda au Comité financier l'autorisation de procéder à des « quêtes de bienfaisance ». On s'imagine facilement à quels abus conduisit cette licence. C'est ainsi que l'armée de l'Orgesch en Haute-Silésie profita des sommes recueillies en faveur des fuyards de Haute-Silésie.

La contre-révolution se mit en quête de ressources financières dès novembre 1918. C'est ce que prouve la publication que fit Anton Fischer, aide de camp social-démocrate du commandant de place de Berlin. Il écrit en effet : « *Chaque jour, de gros industriels et de gros commerçants allemands et étrangers (!) versaient des centaines de mille marks pour l'écrasement de la Révolution.* » On recueillit ainsi des sommes formidables pour recruter des soldats, les payer et les organiser en « gardes privées ». Anton Fischer, lui-même, préconisa la création de « Sociétés de surveillance et de sécurité ». Son conseil fut suivi et le commandant Hirsch-Schwabe en mit une sur pied. Elle fut en relations avec le capitaine kappiste Pabst et reçoit de lui, encore aujourd'hui, d'importantes allocations.

Donnons quelques exemples qui montrent les disponibilités financières de la réaction : Le kappiste Pabst dispose de plus de 50.000.000 de marks. A Halle, on cite parmi les bailleurs de fonds de l'Orgesch la banque Lehmann et les ateliers Riebeck-Montan (célèbres par leurs bénéfices scandaleux et

leur exploitation éhontée du prolétariat) et les usines de potasse. Ce seul groupe récolta, en janvier 1921, près de 2 millions pour l'Orgesch. Un certain lieutenant Beck prit la clef des champs en emportant de grosses sommes d'argent. Mais en mars 1922, les fonds étaient beaucoup plus considérables. L'Orgesch, sur le qui-vive, s'attendant à des coups de main communistes, 500 étudiants de la société Borussia fournirent en un mois près de 500.000 marks.

A Pirna, tous les souscripteurs de l'Orgesch sont connus :

FÉDÉRATION DES INDUSTRIELS SAXONS; ATELIERS HILLER; FABRIQUE SAXONNE DE CARTONNAGES; CONSUL HARLAN DE LA FABRIQUE DE LUSTRES SEIFERT; ANTON REICHE S. A.

Le général Watter, le bourreau des travailleurs de la Ruhr, lors du coup de main de Kapp, communique qu'on a récolté 6 millions de marks de Kiel à Bade pour l'Orgesch. Bade lui-même souscrivit 2 millions. Le garde blanc russe Biskupski a reçu de différents cercles de commerçants bavares 2 millions de marks à l'occasion du congrès de Reichenhall. A Dresde, une assemblée des gros industriels versa 6 millions en juin 1920. Quinze millions seulement (!) sont encore nécessaires pour faire face aux exigences immédiates.

Il existait encore récemment à Berlin un bureau de renseignements qui, sous la raison sociale « Notung », établissait la liaison avec le capitaine Wentscher. De gros industriels de Silésie firent des sacrifices considérables. Sous le titre de « Ligue pour la conservation des anciens corps de cadets prussiens », un véritable comité financier s'est constitué. Les membres de ce comité, parmi lesquels le conseiller privé Harris, représentant de la société Siemens; Oskar Schlitter, représentant de la Banque allemande; un membre de la banque Krause et Cie, etc... recueillirent rapidement en faveur des corps de Cadets les sommes suivantes :

Union des mairaines de guerre.....	1.200.000	marks
S. A. Siemens et Halske .....	937 500	—
Anciens Corps de cadets.....	500.000	—
S. A. Krupp.....	225.000	—
S. A. des mines de Gelsenkirchen.....	150.000	—
Forges Gute-Hoffnung .....	100.000	—
S. A. Phönix .....	100.000	—
Fabrique de câbles de Duisburg.....	25.000	—
Cartel de la Métallurgie allemande....	20.000	—
De diverses sources .....	21.000	—
	<hr/>	
	3.278.500	—

Mais l'industrie n'est pas la seule à apporter sa quote-part. Les propriétaires ruraux et leurs organisations, « les Ligues agraires », sont encore les principaux bailleurs de fonds. Mais là aussi nous constatons que les contributions bénévoles ne suffisent pas et qu'il faut en arriver à des cotisations régulières. Les gros propriétaires fonciers de Saxe payent 20 marks par hectare ou 5 marks par arpent. Il en va de même dans la région de West-Priegnitz. Les gros paysans du Mecklembourg apportent aussi leur concours. Dans cette région, les sommes recueillies sont affectées [aux anciennes Formations Rossbach, muées aujourd'hui en « Unions des écoles d'agriculture ». Les chefs, le lieutenant Harries et le sous-lieutenant Köhler, recueillirent, au début de 1921, 21.000 marks dans le district de Tessin.

En outre, l'Orgesch est soutenue par la noblesse mecklembourgeoise. Le capitaine von Plessen rassembla ainsi 1.800.000 marks qui furent remis au Dr Herzberg, conseiller au Landtag, membre de l'administration de la *Deutsche Zeitung*.

On sut par les journaux que les gros propriétaires fonciers de Silésie et de Haute-Silésie avaient été aussi sollicités. On signale parmi ceux qui répondirent favorablement : le comte Frankenberg-Tillowitz, le comte Prasma, la comtesse Saumar-Jeltsch, le comte Sierstorpf-Bosdorf. Récemment, on apprit de source autorisée que des volontaires pour la Haute-Silésie étaient encore demandés au mois d'avril 1922. La

solde était fixée à 2.700 marks par mois. Les recrues devaient se rendre à Grottkau, Neisse ou Kosel.

En Prusse Orientale, les Junkers réunirent, en 1920, 200.000 marks pour l'Orgesch. Ici la réunion des fonds ne se fit qu'en partie sous forme de cotisations individuelles; on fit surtout circuler des listes de souscriptions dans les différents milieux. Chaque liste devait réunir un minimum convenu. Par exemple, le district d'Oletzko devait rapporter 40.000 marks en 1921. Cette même année, la Prusse Orientale dans son ensemble souscrivit 6 millions de marks. L'organisateur de la grève bourgeoise d'Insterbourg, Ohm, rédacteur national allemand, toucha 50.000 marks pour « son haut fait ».

En outre, les partis politiques contribuent pour une bonne part aux dépenses de l'Orgesch. En première ligne vient le Parti nationaliste allemand. Il a créé un comité spécial nommé « Fondation Hergt », dans lequel un nommé von Bismarck joue un rôle prépondérant. Nous avons affaire ici à de véritables « Fonds secrets » de la contre-révolution. Les versements sont inscrits, au crédit du Parti populiste allemand, à la banque Krause et Cie. Cette banque tient, ainsi que la Banque populaire allemande, les comptes de la contre-révolution. La gestion de ces fonds secrets, déposés dans la banque Krause, est aux mains des officiers de Rossbach. Dans le service de la récolte des fonds, le lieutenant responsable touche 15 % des rentrées : c'est un beau denier, si l'on pense que personne ne donne moins de 10.000 marks et que de nombreux industriels et propriétaires ruraux, soi-disant « dans la gêne », souscrivent des millions. L'existence des fonds secrets a été prouvée par le procès contre le major Eric Jansen. Au cours des débats, l'accusé avoua avoir remis lui-même 60.000 marks pour cette destination.

De l'exposé de ces faits se dégagent deux constatations. Qui, en dernière analyse, fournit l'argent destiné à la contre-révolution ? La classe ouvrière ! A mesure que croissent les besoins financiers des orga-

nisations militaires, croissent aussi les exigences patronales et l'exploitation de la classe ouvrière.

*Une seconde conclusion s'impose ! La contre-révolution n'est pas uniquement l'œuvre de militaristes impénitents et de dilettantes de la politique ! Elle est l'œuvre entreprise par les banques, le capitalisme industriel et agricole et les grandes organisations de la Droite.*

### Le rôle de l'Orgesch dans l'Etat

Prétendre que la République démocratique actuelle n'a fait que favoriser le développement des forces contre-révolutionnaires, c'est enfoncer une porte ouverte. Donnons cependant quelques précisions à ce sujet.

Nul n'ignore par exemple que la Reichswehr est en collusion directe avec les sections de l'Orgesch et qu'un grand nombre d'officiers de la Reichswehr en font partie. L'exemple, d'ailleurs, vient de haut et rien n'est plus symbolique à cet égard que ce fait : Le ministre « républicain » de la Reichswehr assista à des manifestations nationalistes et passa en revue des bataillons d'honneur en compagnie du commandeur de l'Orgesch, Rupprecht Wittelsbach.

Depuis longtemps la Reichswehr est dans les mains de la réaction et le gouvernement démocratique a même abandonné l'espoir de la voir, en cas de perturbations, conserver une prudente neutralité. Il a encore confiance dans la Schupo (police de sûreté). Mais celle-ci est aussi gangrenée par la mentalité monarchiste et l'on prétend que 90 % des officiers sont en relations avec l'Orgesch ou sympathisent avec elle. Ainsi le capitaine Bernuth de la caserne Alexander, à Berlin, s'est signalé à l'attention de tous par la boucherie qu'il a provoquée au cours d'une manifestation ouvrière, devant l'Hôtel de Ville de Berlin. Le colonel Kretschmann, de Potsdam, est mem-

bre de la « Ligue des soldats patriotes nationalistes », le sous-lieutenant Sattler assure la liaison entre la société « Olympia » et la Schupo. Le capitaine Hoffmann est affilié à l'Union nationale des officiers allemands et l'ami personnel de Marloh, le célèbre assassin des ouvriers. Le major Preusser, section de Tiergarten, est un ancien kappiste; Sauer et Beroldinger de Thorgau, sont membres du Casque de Fer, le sergent Rauber d'Elberfeld, l'homme de confiance de l'organisation Consul, le capitaine Bauer de Potsdam est le fondateur de l'Union générale de l'artillerie. Tamschick, le meurtrier de Dorenbach, est encore aujourd'hui lieutenant de police à Königsberg. Il jouit de l'estime et de la protection particulières des sieurs Severing et Lubbring.

Sans doute, les simples soldats de la Schupo ne sont qu'en partie à tendances monarchistes. Mais les officiers s'efforcent de nettoyer les rangs de ceux qui n'acceptent pas la bonne semence réactionnaire. Ils veulent faire de la Schupo un instrument de la contre-révolution. A Thorgau, par exemple, une compagnie, épurée de cette manière, en fut réduite finalement à un effectif de 60 hommes. On la reconstitua en recrutant des éléments éprouvés. D'ailleurs, dans une formation militaire, l'esprit qui anime les cadres a une influence déterminante. Il ne faut donc se faire aucune illusion au sujet de la Schupo. C'est le devoir de la classe ouvrière de montrer à ses soldats où sont leurs véritables intérêts politiques et économiques et d'empêcher, de cette manière, que la Schupo ne tombe complètement aux mains des monarchistes.

L'Orgesch s'est aussi insinuée, cela va sans dire, dans la police criminelle. C'est un moyen de détourner les dangers qui pourraient la menacer. De cette manière, les dépôts d'armes n'ont été découverts que très rarement et les coupables ont toujours pu s'enfuir (meurtriers d'Erzberger). De faux passeports ont été délivrés à ceux qui en avaient besoin (Marloch, Vogel, Pfeifer, Ludendorff, Kapp, le colonel Bauer).

C'est l'Orgesch qui dicte ses ordres à la police criminelle contre les communistes.

De même les autorités administratives sont circonvenues par l'Orgesch. Quant à la justice, il n'y a rien à ajouter à ce que nous en avons dit plus haut.

La gangrène monarchiste a atteint *les organes dirigeants de la République démocratique*. Le gouvernement bavarois est l'incarnation même de l'Orgesch.

En Prusse, le ministre Boelitz est membre de l'Union nationale », de cette société qui est sous la haute protection du prince Eitel Fritz et porta primitivement le nom de « Ligue populaire contre le bolchévisme ». A propos des relations entre l'Orgesch et le gouvernement du Reich, citons quelques mots d'un entretien qui eut lieu entre von Schleinitz, représentant de l'Orgesch et le Commissaire du Reich, chargé du maintien de l'ordre public, le colonel Küntzer :

KÜNTZER. — Quelle est votre opinion au sujet de Spieker ?

SCHLEINITZ. — Je ne puis sortir de mon rôle et en vous répondant longuement, mais je puis déclarer que nous avons toujours collaboré dans les meilleurs termes avec Monsieur le ministre Spieker.

KÜNTZER. — Je désire vous dire ceci en confidence. Méfiez-vous de Spieker. Il y a quelques jours, il a proposé au Chancelier des mesures contre les organisations militaires et ce n'est que par mon intervention que j'ai pu détourner le danger.

SCHLEINITZ. — Alors, c'est la dissolution ?

KÜNTZER. — Ce n'est pas ce que j'ai voulu dire. Il n'en est pas encore question.

Voilà de quelle étrange manière le gouvernement lutte contre les organisations qui rêvent et préparent sa chute.

## L'Orgesch et l'Etat Les Forces en présence

Voici le tableau que présente la République allemande. A sa tête se trouve un gouvernement totalement impuissant devant les menées réactionnaires. La bonne volonté ne suffit pas, il faut de l'esprit de décision et de la force. L'une et l'autre font défaut et le gouvernement ne possède aucune troupe sûre en laquelle il puisse avoir confiance. Mieux encore, il entretient une armée qui est un danger pour lui et qui projette sa chute. Il possède une grande administration, mais elle est tout entière dans les mains de ses ennemis qui contrecarrent ainsi toutes les mesures qu'il pourrait prendre. La justice devrait être pour lui une épée suspendue sur la tête de ses adversaires; mais cette justice méprise le gouvernement et la République. Il doit et veut représenter l'autorité suprême du Reich à l'intérieur comme vis-à-vis de l'extérieur; mais il est forcé d'entrer en négociations, d'égal à égal, avec les divers Etats et de se plier aux volontés d'organes administratifs subordonnés.

En face de ce gouvernement impuissant et faible, se dresse une force clandestine menaçante et merveilleusement organisée. Son audace croît en fonction de la carence gouvernementale. Elle se rit des « décrets de dissolution » pris contre elle et s'inquiète fort peu des bruyantes excommunications qu'au milieu d'une indignation théâtrale et factice, les autorités ont prononcées contre elle. Elle n'a foi qu'en les armes et, pour elle « les derniers atouts de l'Empereur » sont les canons et la force brutale. En attendant, elle joue avec le gouvernement comme le chat avec la souris.

Mais pourquoi l'Orgesch, cette bête sauvage, ne passe-t-elle pas à une action plus générale et plus décisive ? Pourquoi travaille-t-elle dans l'ombre et se contente-t-elle de perpétrer des assassinats indivi-

duels ? Il y a deux raisons à cela : l'impossibilité actuelle de poursuivre une politique conforme à ses projets et la résistance de la classe ouvrière.

*L'Orgesch et le prolétariat*, voilà les deux ennemis irréductibles, dressés l'un contre l'autre. La classe ouvrière n'ignore pas que les voies de fait dont sont victimes les chefs de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie sont aussi des coups directs, portés contre le prolétariat. C'est pourquoi chaque attentat nationaliste a une profonde répercussion dans les couches populaires et y provoque une grande exaspération.

*L'Orgesch et le prolétariat* sont actuellement les deux seules forces réelles dans l'Etat. Par suite de la passivité et de l'indécision du prolétariat, elles se font équilibre. C'est ce qui rend le gouvernement impuissant car le ministère actuel représente la petite bourgeoisie, c'est-à-dire une classe faible, menacée à la fois, d'une part, par le gros capitalisme allié au parti militaire; d'autre part, par le prolétariat. Il est donc condamné à une politique hésitante et stérile. S'il se voit contraint de prendre des décisions, il se souvient alors des liens qui l'unissent à la grande bourgeoisie. Sans doute, il craint la politique de violence et de guerre du parti militariste, la concurrence dangereuse de la haute finance qui, toutes deux, peuvent causer sa ruine. Mais il craint encore plus le socialisme et ne permettra jamais que la classe ouvrière se serve de la puissance de l'Etat, même pour la lutte contre la Droite. Aussi s'efforce-t-il, à chaque occasion, de bâillonner le prolétariat. Telles sont les cruelles expériences de ces dernières années.

*Plus la contre-révolution devient insolente, plus la classe dirigeante devient réactionnaire.* La politique des impôts et la loi contre la grève vérifient cette affirmation. Quant aux promesses qu'elle a faites de museler la contre-révolution, ce ne sont que des phrases creuses et des grimaces pitoyables. Jamais la petite bourgeoisie dirigeante n'entreprendra rien contre la Droite.

## Que sera demain ?

Le prolétariat allemand doit-il perdre courage devant cette situation périlleuse ? Non ! Il ne doit pas se laisser aller au pessimisme mais avoir confiance en lui-même. Le prolétariat allemand a déjà donné la mesure de ses forces lorsqu'il écrasa le premier essai de la contre-révolution, le coup de main de Kapp. En peu de jours, il a dispersé la bande des aventuriers. Après avoir obtenu une victoire aussi rapide, il aurait dû en profiter et en recueillir les fruits. Mais au moment décisif, il s'est laissé duper. Depuis, il a payé sa faiblesse par de nombreuses victimes.

Comment a-t-on tenu les promesses faites à ce moment à la classe ouvrière, que sont devenus les espoirs qu'on a fait miroiter à ses yeux ? La convention de Bielefeld a été déchirée et traînée dans la boue ; les travailleurs ont été massacrés ou jetés au bagne, tandis que les Kappistes ont échappé à tout châtiement.

Il faut maintenant que les promesses gouvernementales deviennent des réalités. Il y a une grande tâche à accomplir. La Reichswehr est entre les mains de la réaction. Arrachons-lui le masque sous lequel elle prépare la dictature blanche de Ludendorff. Expulsons de la police les officiers et les hommes de confiance de l'Orgesch, Epurons l'administration de tous les éléments qui rêvent d'une restauration des Hohenzollern et qui collaborent à la contre-révolution. Nettoyons aussi les écuries d'Augias de la justice allemande !

Qui doit s'atteler à cette tâche ? Le gouvernement ? Mais il se heurte à l'immovibilité des juges réactionnaires et ne peut pas les révoquer. Il en va de même pour la bureaucratie monarchiste. Il trébuche car il n'a ni le courage ni la force de prendre des mesures énergiques.

Il n'y a que la classe ouvrière qui soit à même de porter le fer rouge dans la plaie. Il s'agit d'anéantir

et de disperser les organisations blanches. Mais cela nécessite la mise en action de toutes les forces prolétariennes, ce n'est possible que par la Révolution. La Droite a été sans pitié pour la classe ouvrière. Les travailleurs seront sans pitié pour les réactionnaires. *La dictature de Ludendorff* ne sera brisée que par la *dictature du prolétariat*.

Voilà notre point de vue, à nous, communistes. Il découle des expériences que nous avons faites, des événements que nous avons observés. Il doit être celui de tout le prolétariat révolutionnaire.

Mais nous savons malheureusement que les couches prolétariennes ne sont pas encore prêtes à déployer toutes les forces qui assureront la victoire. Néanmoins, il faut, dès à présent, maintenir la contre-révolution menaçante.

Les directions des différentes organisations ouvrières ont discuté les moyens les plus propres à atteindre ce but. A cet effet, les syndicats et les partis politiques ont posé des revendications, contenues dans la proclamation suivante :

#### AU GOUVERNEMENT DU REICH ET AU REICHSTAG!

La loi pour la protection de la République doit contenir :

Interdiction immédiate et répression sévère de toute *agitation monarchiste ou antirépublicaine*, par la parole, l'écrit ou l'image. *Sanctions* contre tous ceux qui se livrent à une telle agitation et contre ceux qui favorisent, louent et glorifient les attaques contre la République et ses organes.

*Interdiction et dissolution immédiate de toutes les associations monarchistes et antirépublicaines.*

Interdiction d'arborer les bannières et cocardes monarchistes. Tous les emblèmes de cette sorte qui sont restés dans les édifices publics doivent être détruits.

Punition de toute attaque contre les cocardes et les drapeaux républicains, par le fait, la parole ou la plume.

*Epuration des cadres administratifs et de la magistra-*

*ture — y compris la Justice et la Reichswehr — de tous les éléments monarchistes et antirépublicains. Abrogation des garanties législatives qui s'opposent à cette épuration.*

Interdiction du port d'armes en dehors du service.

Interdiction aux anciens officiers de porter l'uniforme.

Défense de continuer à nommer des officiers de réserve.

Institution d'une *cour de Justice extraordinaire* à Berlin, dont les Chambres seront composées d'un juge et de six titulaires non-juristes, nommés par le président du Reich.

Accusation confiée à un Commissaire républicain du Reich, nommé par le ministre de la Justice.

Arrestation et signature de mandat d'arrêt accordées contre toute personne qui a contrevenu à la loi sur la protection de la République.

Disposition spéciales au sujet de la confiscation des biens des accusés.

La validité de la loi doit être d'au moins deux ans. Nous attendons du Reichstag qu'il vote cette loi dans le plus bref délai et qu'il ne se sépare pas avant que la loi ne soit entrée en vigueur.

Nous réclamons en outre : *l'Amnistie immédiate*, dans le Reich et dans les Etats, pour tous les condamnés pour délits politiques, à l'exception de ceux qui tombent sous le coup de la présente loi.

Amnistie pour tous les révoqués à la suite de la grève des chemins de fer, suspension de toutes les sanctions disciplinaires prises à la même occasion. Les partis politiques ouvriers s'engagent à poursuivre la réalisation de ces revendications et d'appuyer toutes les mesures gouvernementales tendant à ces buts.

Nous réclamons :

*de tous les syndiqués et de tout le prolétariat allemand, une unité absolue, une discipline décidée et la ferme volonté d'appuyer nos revendications.*

Nous attendons :

*des Syndicats et Partis ouvriers étrangers qu'ils nous secondent dans notre lutte pour le salut de la République. Ils le peuvent en faisant une énergique*

pression sur leurs gouvernements, de manière à ce que les puissances de l'Entente renoncent à leur politique de violence contre le peuple allemand, politique qui fournit des aliments à l'agitation nationaliste et monarchiste.

Nous invitons :

*tous les Groupements à tendances républicaines* à souscrire à nos revendications et à collaborer avec nous à leur réalisation.

Les Comités centraux de l'Union générale des syndicats (A. D. G. B.) et de la fédération A. F. A. se réuniront dans le courant de la semaine pour discuter des mesures à prendre.

Berlin, 27 juin 1922.

*Union générale des Syndicats allemands* : LEIPART, GRASSMANN; *Union générale libre des Syndicats d'employés (A. F. A.)* : AUFHÄUSER, URBAN, STAEHR; *Parti social-démocrate allemand* : MULLER, BRAUN; *Parti indépendant allemand* : CRISPIEN, DITTMANN; *Parti communiste allemand* : MEYER, KOENEN.

Nous autres, communistes, avons eu bien des répu gnances à surmonter avant d'adhérer à ces revendications. *Nous sommes convaincus que le gouvernement actuel est incapable de les réaliser. Seul, un gouvernement ouvrier serait à même de suivre ce programme.* Par une pression énergique, les organisations ouvrières devraient contraindre le gouvernement à la retraite et le remplacer par un régime prolétarien. Nous avons demandé aussi que des organes de contrôle ouvrier soient institués pour surveiller l'administration et garantir l'exécution des mesures gouvernementales. De même, nous avons préconisé la formation de gardes ouvrières pour la défense du prolétariat.

Nous nous sommes ralliés finalement à un minimum d'exigences, très insuffisant à notre gré. Nous avons sacrifié nos revendications particulières à cette nécessité urgente ; *constituer le front unique du prolétariat,*

Ouvriers allemands ! vous n'obtiendrez des résultats tangibles que par une lutte décidée. Ne vous laissez pas détourner du combat, ni par des promesses, ni par des flatteries. Ayez toujours devant les yeux ce qui s'est passé après le coup de main de Kapp, après la convention de Bielefeld, après le meurtre d'Erzberger. Quelques semaines se sont écoulées depuis l'assassinat de Rathenau sans qu'une lutte sérieuse contre la réaction ait été entreprise. Le front de la contre-révolution reste inébranlé. Celle-ci relève déjà insolemment la tête et prépare de nouveaux crimes.

Ouvriers, ne vous laissez pas aller à un assoupissement fatal. Aussi longtemps que vous serez prêts à la lutte et résolus à tous les sacrifices, on n'osera pas vous opprimer. La lutte actuelle est une lutte pour le pain et la vie. Soyez-en convaincus ! Et si vous voulez vivre, suivez notre mot d'ordre :

**Luttez jusqu'à ce que les bandes d'assassins blancs soient anéanties !**

---

EN COURS DE PUBLICATION

---

HISTOIRE  
DES  
**DOCTRINES SOCIALISTES**  
(LES IDÉES ET LES FAITS)

---

DOUZE VOLUMES IN-12  
À 2 FRANCS



**C**ETTE collection qui comprendra au moins 12 volumes in-12 à 2 francs, a été conçue dans le but de fournir à tous ceux qui s'intéressent à la question sociale une documentation sûre et précise qu'on ne trouvait jusqu'ici que disséminée dans des volumes importants d'un prix inabordable, ces volumes seront signés par Paul Louis, A. Ker, A. Mathiez, A. Dunois, etc.

On pourra se procurer les 12 volumes de la 1<sup>re</sup> série, soit en les achetant au fur et à mesure de leur parution; soit en souscrivant au comptant aux 12 volumes pour le prix réduit de

**20 FRANCS LES 12 VOLUMES**

LISTE DES 12 VOLUMES A PARAÎTRE EN 1922. — I. Histoire du Parti Socialiste. II. Histoire des Syndicats. III. Histoire des trois Internationales. IV. Babeuf. V. Saint-Simon et les Saint-Simoniens. VI. Fourier et les Fourieristes. VII. Louis Blanc, Vidal, Pecqueur, Cabet. VIII. Proudhon. IX. Karl Marx (l'Économiste). X. Karl Marx (l'Historien). XI. Karl Marx (l'Homme d'action). XII. Lassalle.

# BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

---

N. LÉNINE. — L'Etat et la Révolution . . . . .	4 »
— La Révolution prolétarienne . . . . .	4 »
— La Maladie infantile du Communisme . . . . .	4 »
L. TROTSKY. — Terrorisme et Communisme . . . . .	7 »
— Nouvelle Etape . . . . .	4 »
— Entre l'Impérialisme et la Révolution . . . . .	4 50
E. VARGA. — La dictature du prolétariat . . . . .	6 »
Compte rendu de la Conférence de l'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (Moscou, février-mars 1922) . . . . .	5 »

---

---

## PETITE BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

---

P. FRÖLICH. — La Terreur blanche en Allemagne . . . . .	1 »
A. GLEBOV. — Les Syndicats russes et la Révolution (Préface de B. SOUVARINE) . . . . .	0 50
KOLLONTAÏ. — La Famille et l'Etat Communiste . . . . . (épuisé)	
— L'Ouvrière et la Paysanne dans la République Soviétique . . . . .	» 60
KERTJENZEV. — Les Alliés et la Russie . . . . .	3 »
N. LÉNINE. — Lettre aux ouvriers américains . . . . . (épuisé)	
— Les problèmes du pouvoir des Soviets . . . . . (épuisé)	
— Les Bolcheviks et les paysans . . . . . (épuisé)	
L. TROTSKY. — Le Terrorisme . . . . . (épuisé)	
— La Commune de Paris et la Russie des Soviets . . . . .	» 60
— Le Communisme en France et l'Internationale . . . . .	1 25
C. ZETLIN. — Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne . . . . .	» 75
Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste (Introduction de B. SOUVARINE) . . . . . (épuisé)	
Le programme du Parti Communiste Russe . . . . . (épuisé)	
Le Monde capitaliste et l'Internationale Communiste (Manifeste du 2 <sup>e</sup> Congrès) . . . . .	» 75

---

---

Librairie de "l'Humanité" = PARIS